



Album-souvenir

Les Alsaciens du Faubourg Saint-Antoine

Fondateurs de l'Eglise protestante de Bon-Secours



*Colloque organisé le
28 septembre 2002*

**Paroisse protestante luthérienne
de Bon-Secours**

20, rue Titon
75011 Paris





Lieux de naissance en Alsace :

Chaque point correspond au lieu de naissance d'un ou plusieurs Alsaciens ou Alsaciennes mariés à Bon-Secours entre 1864 et 1899. Ces localités correspondent à la presque totalité des paroisses protestantes d'Alsace.

Sous sa protectrice voûte en bois qui rappelle le courage et le travail des Alsaciens fondateurs de la paroisse, Bon Secours offre pour d'autres générations de chrétiens un espace de recueillement qui, selon le témoignage d'un fidèle de passage, est « apprécié pour la douce atmosphère... où règne le Saint Esprit. Ce n'est pas dans tous les lieux de culte que l'on ressent sa Présence ».

Un colloque du souvenir qui rime avec avenir...

...Félicité Débat



Docteur Pierre Scali, organisateur du colloque, ancien Président du conseil presbytéral de Bon-Secours, accompagné de Pascale Hertzog, membre du comité d'organisation du colloque

Pasteur Albert Greiner, membre du comité d'organisation du colloque



Pascale Hertzog, entourée de Claude Chevalier, président du conseil presbytéral de Bon-Secours et de Félicité Débat, pasteur proposant de la paroisse



Georgette Boussard, membre du comité d'organisation du colloque



Sommaire

Préface	p 4
Programme	p 6
Introduction par Marie-France ROBERT	p 9

Les conférences (1^{ère} partie)

Les sources d'information

Archives paroissiales et enquêtes en Alsace par Pierre SCALI	p 11
--	------

L'Église luthérienne de Paris

Les origines, le temps des chapelles étrangères par Janine DRIANCOURT- GIROD	p 17
--	------

L'essor au XIX ^{ème} siècle par Alain JOLY	p 25
---	------

Pause de midi à la Maison de Retraite protestante de la Muette	p 30
---	------

Les conférences (2^{ème} partie)

Au Faubourg Saint-Antoine

Le monde du travail par Alain FAURE	p 33
-------------------------------------	------

L'Alsace au XIX^{ème} siècle

Contexte politique et développement économique par François IGERSCHEIM	p 41
--	------

Le monde du travail en Alsace par Nicolas STOSKOPF	p 49
--	------

Les protestants en Alsace au XIX^{ème} siècle

Les courants religieux par Bernard VOGLER	p 55
---	------

<i>Conclusion du colloque</i> par Marc LIENHARD	p 63
--	------

Le culte du soir (Albert GREINER)	p 68
--	------

Les Alsaciens du Faubourg Saint-Antoine

Fondateurs de l'Eglise protestante de Bon-Secours



Les Parisiens ont toujours été minoritaires parmi les ouvriers et artisans du Faubourg Saint-Antoine. Il y eut de tout temps, en dehors de l'immigration étrangère, un contingent important en provenance des provinces de l'est venant des départements limitrophes de la Région Parisienne ou de ceux d'Outre-Vosges, tout particulièrement des Alsaciens du Bas-Rhin. Un certain nombre d'entre eux, qui avaient quitté leurs villes et leurs villages au XIX^{ème} siècle, ont trouvé un emploi au Faubourg Saint-Antoine. Beaucoup ont travaillé dans les industries du meuble et quelques-uns sont devenus des maîtres ébénistes de talent. D'autres ont exercé presque tous les métiers artisanaux du Faubourg. Ils étaient issus de familles modestes, souvent nombreuses, aussi bien d'origine rurale qu'urbaine.

Ceux qui étaient protestants furent visités dans les ateliers par le pasteur Jean-Jacques Hosemann de Colmar. Ils fondèrent la première paroisse protestante du quartier, 99 rue de Charonne, dans l'ancien prieuré des Bénédictines Notre-Dame de Bon-Secours. Le nom de Bon-Secours a été conservé pour désigner la nouvelle église, 20 rue Titon. Celle-ci, en plein faubourg, fut bâtie en grande partie grâce à une collecte réalisée auprès de ces travailleurs alsaciens. Un grand nombre d'entre eux se sont mariés dans cette église. Les mariages interconfessionnels étaient assez courants et plus faciles qu'en Alsace à la même époque. C'est ainsi qu'ils étaient deux fois plus fréquents que les mariages entre protestants.

Les Alsaciens du Faubourg ont partagé avec le reste de la population les drames du siège de Paris et de la Commune, et l'immigration s'est encore poursuivie à un rythme plus ralenti jusqu'à la fin du siècle.

Affiche du colloque

CENTRE CULTUREL LUTHÉRIEN DE PARIS

Les Alsaciens du Faubourg Saint-Antoine Fondateurs de l'Eglise protestante de Bon-Secours

Samedi 28 septembre 2002 à 9h

Église de Bon-Secours, 20 rue Titon - Paris XI^{ème}

Métro : Rue des Boulets ou Faidherbe-Chaligny

Colloque placé sous la présidence

du pasteur **Marie-France ROBERT**

Inspecteur ecclésiastique de l'Église évangélique luthérienne de France à Paris

et du pasteur **Marc LIENHARD**

Président du Directoire de l'Église de la Confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine

Programme

Matin

9h.	Ouverture du colloque	Marie-France ROBERT
	Les sources d'information	
	Archives paroissiales et enquêtes en Alsace	Pierre SCALI
	L'Église luthérienne de Paris	
	Les origines, le temps des chapelles étrangères	Janine DRIANCOURT- GIROD
	L'essor au XIX ^{ème} siècle	Alain JOLY
	Au Faubourg Saint-Antoine	
	Le monde du travail	Alain FAURE
	Questions des participants	

Après-midi

14 h.30	L'Alsace au XIX^{ème} siècle	
	Contexte politique et développement économique	François IGERSCHEIM
	Le monde du travail en Alsace	Nicolas STOSKOPF
	Les protestants en Alsace au XIX^{ème} siècle	
	Les courants religieux	Bernard VOGLER
	Questions des participants	
18h.	Conclusion du colloque	Marc LIENHARD

A 18h30 : office du soir





Introduction

Par le pasteur Marie-France Robert,
Inspecteur Ecclésiastique

Dans toute histoire, dans toute vie, il est important à un moment ou à un autre de découvrir ou de redécouvrir ses racines : rechercher le pourquoi, le comment, en d'autres termes, redécouvrir son origine. Travail extraordinaire, oserais-je dire fabuleux, véritable oeuvre d'art qui s'inscrit dans le temps, la patience, la minutie. C'est ainsi que germa l'idée et la réalisation d'un colloque à la paroisse de Bon-Secours.

Qu'il me soit alors permis de remercier au nom de l'Église Évangélique Luthérienne de France à Paris, celui qui a eu une telle initiative et qui en fut le maître d'œuvre, Monsieur le Docteur Pierre Scali, remercier tous ceux et toutes celles qui ont été les artisans de ce colloque : « Les Alsaciens du Faubourg Saint-Antoine, fondateurs de l'Église protestante de Bon-Secours », remercier tous ceux et toutes celles qui ont eu à cœur de dévoiler, révéler l'Alsace au Faubourg Saint-Antoine au XIX^{ème} siècle.

Bien que nous soyons sous le régime de la séparation de l'Église et de l'État, il me semble très important que l'Église puisse réaffirmer qu'elle se trouve au cœur de la cité, que sa vie plonge dans celle-ci et qu'il existe de ce fait des liens étroits qui se tissent entre le monde, le monde du travail, la cité, le quartier et la paroisse qui se trouve dans le quartier.

De nombreux Alsaciens qui avaient quitté leur « terre natale », élirent domicile dans ce quartier de Paris et trouvèrent un emploi. On les retrouve dans toutes les activités artisanales du Faubourg mais plus particulièrement dans les industries du meuble. Certains sont même devenus de grands ébénistes de talent.

Parmi eux, des Alsaciens protestants fondèrent la première paroisse protestante du quartier dans l'ancien prieuré des bénédictines de Notre-Dame de Bon-Secours. C'est la raison pour laquelle la nouvelle église qui vit le jour rue Titon garda le nom de Bon-Secours.

Nous avons pu sentir au cours de la journée combien les liens tissés tout au long de l'histoire entre l'Alsace et Paris, entre les deux Églises avaient été forts, voire même existentiels.





Les sources d'information

Archives paroissiales et enquêtes en Alsace

par Pierre Scali (*)

Certains d'entre vous se demandent, sans doute, pourquoi nous voilà rassemblés pour honorer l'Alsace. Je suis, à vrai dire, un peu responsable de cette initiative. Après une carrière chirurgicale bien remplie, j'ai tourné la page et me suis investi dans les activités de ma paroisse. J'ai eu ainsi l'occasion de me plonger dans les archives de celle-ci et j'ai fait la passionnante découverte de l'aventure de ces jeunes ouvriers alsaciens qui ont fondé notre paroisse avec leurs pasteurs. Cette aventure s'inscrit dans les registres des mariages du XIX^{ème} siècle. Les archives peuvent ainsi devenir des documents d'histoire, à condition d'en confronter leurs informations avec ce que l'on peut moissonner dans le vécu de l'époque.

Les registres paroissiaux, confrontation avec le vécu de l'époque

Après la Révolution, les registres paroissiaux ont cessé de servir de pièces officielles et leurs rédactions ont peut-être perdu en rigueur ce qu'elles ont gagné en imprévu. Les pasteurs qui les rédigeaient étaient plus ou moins prolixes. Certains s'en tenaient au strict nécessaire ; d'autres y consignaient des informations complémentaires précieuses, sans toutefois aller jusqu'à imiter un pasteur de Jebsheim, Johannes Cellarius, ou encore Jean Keller qui, au XVI^{ème} siècle, avait transformé son registre des baptêmes en chronique du village.

Pendant cette période, allant de 1864 à 1900,

628 Alsaciens ou Alsaciennes se sont mariés à Bon-Secours. Il y eut 171 unions entre Alsaciens et 287 mariages d'Alsaciens ou d'Alsaciennes avec des Parisiens, des provinciaux ou quelques Allemands avant 1870. A partir du début du XX^{ème} siècle, l'immigration alsacienne déclina progressivement.

Les noms et prénoms des époux permettent de retrouver des fratries ou des parents proches, souvent originaires des mêmes communes ou de villages voisins. Les lieux de naissance en Alsace apportent des informations utiles sur les zones d'émigration. La ville de Strasbourg vient largement en tête avec 78 personnes mariées à Bon-Secours, suivie par Bouxwiller avec 38 personnes. Les localités, du Bas-Rhin essentiellement, se partagent ensuite le reste du contingent. La prédominance rurale est nette. Les communes du pays de Hanau et du Kochersberg, lieux de prédilection du protestantisme luthérien, sont



Les employées de maison alsaciennes à Vincennes en 1903

(*) Ancien Chef de service de chirurgie à l'Hôpital des Diaconesses, Professeur honoraire au Collège de Médecine et ancien Président du conseil presbytéral de la paroisse de Bon-Secours.



La cour de l'ancien oratoire de Bon-Secours

très présentes. Au total, nous avons eu la surprise de constater que plus des 2/3 des paroisses protestantes d'Alsace étaient représentées parmi les mariés de Bon-Secours.

Les mariages entre protestants et catholiques furent sûrement plus nombreux qu'ils ne l'étaient à cette période en Alsace. Ils dépassent

les unions entre protestants. Nous n'avons pas trouvé dans ces registres la notion de mariages œcuméniques, tels qu'on les conçoit aujourd'hui, où les époux auraient été à la fois bénis par le pasteur et le curé.

Pour une jeune fille, vivre seule à Paris : gageure économique et risque majeur

Il faut comprendre que pour une jeune Alsacienne parachutée dans Paris, il était tentant de partager sa vie avec un garçon de son pays, parlant le dialecte et pour lequel elle avait, nous en sommes persuadés, quelque sentiment. Il était plus facile, loin des rumeurs du village, de surmonter un obstacle confessionnel. C'était aussi une issue heureuse et sécurisante dans une conjoncture économique qui demeurerait, pour beaucoup, encore aléatoire. Les maris, petits artisans, compagnons d'atelier, voire ouvriers sans qualification, n'étaient pas à l'abri de périodes de sous-emploi et de chômage. Le mariage pouvait leur apporter une dot, qui même infime, était toujours la bienvenue, et pour ceux qui travaillaient chez eux, une assistance professionnelle précieuse. L'épouse tenait les cordons de la bourse, s'occupait des enfants et, en plus, exerçait souvent un métier d'appoint dont le petit salaire permettait au foyer de s'en sortir.

Les jeunes femmes seules à Paris se trouvaient alors dans une situation de fragilité socio-économique difficile à imaginer aujourd'hui. Les

salaires des ouvrières étaient souvent la moitié, si ce n'est le tiers, de ceux des hommes. Le loyer d'une mansarde, les frais de nourriture et de vêtements dépassaient généralement les possibilités du travail « honnête » d'une blanchisseuse ou d'une ouvrière en atelier ou encore d'une petite couturière à façon. La survenue d'une grossesse dans ces conditions poussait quelques-unes à recourir aux « faiseuses d'anges », s'exposant ainsi aux risques mortels d'un avortement pratiqué dans ces conditions ; d'autres abandonnaient leur enfant à une œuvre charitable. Certains employeurs n'auraient pas hésité, du reste, à les mettre à la rue si elles avaient décidé de prendre l'enfant en charge.

Les ateliers n'étaient pas des modèles de moralité, les femmes menaient une existence difficile. Souvent, à la fois jalosées et méprisées par les hommes, elles subissaient bien des humiliations. Le harcèlement sexuel, qui ne date pas d'aujourd'hui, n'était guère ni dénoncé, ni réprimé. Certaines, au bord de la misère, se tournèrent, de façon occasionnelle ou non, vers la prostitution.

Les professions des mariés, que les registres mentionnaient presque toujours, entraient dans le cadre de celles du monde ouvrier du Faubourg. Les métiers relevant de l'industrie du bois venaient largement en tête de tous les autres artisanats chez les hommes. Les femmes se déclaraient souvent ménagères, ce qui dans bien des cas supposait de lourdes responsabilités dans la vie du couple. Les autres étaient couturières, blanchisseuses et surtout cuisinières ou domestiques - professions prédominant largement



Le pasteur Hosemann

chez les Alsaciennes. En fin de parcours se dessinaient un début d'embourgeoisement, encore bien timide et quelques activités dans la fonction publique, les services, le commerce, parfois jusqu'au niveau du cadre moyen, mais les ouvriers et artisans restèrent encore très majoritaires.

Les lieux de résidence et la profession des parents manquent souvent dans les registres. Ces lacunes ont pu, en grande partie, être comblées par notre enquête sur place. Les métiers des pères des jeunes mariés traduisent, presque toujours, une condition sociale très modeste : laboureur, journalier ou petit artisan (tisserand, cordonnier, forgeron, etc.). Il est bien rare que l'on note une ascension sociale du père au fils.

Des parents rarement présents au mariage

Les parents alsaciens, au moment du mariage de leurs enfants, ont rarement effectué le déplacement à Paris ; pourtant, le réseau ferré s'était rapidement développé. Le Prince-Président inaugura en grande pompe, le 18 juillet 1852, la liaison ferroviaire Paris-Strasbourg. Le billet coûtait cher. En 1860, il fallait compter 62 francs pour un aller et retour en 3^{ème} classe. Un tel tarif était souvent rédhibitoire pour qu'un père ou une mère puisse se permettre d'assister au mariage, d'autant plus que l'épargne, dans ces familles pauvres, était en général inexistante.

A partir de l'annexion allemande, la situation devint encore plus difficile par suite des obstacles draconiens imposés par les autorités, pendant plusieurs années, pour la délivrance d'un passeport pour la France. Ainsi, l'absence de leurs parents aggravait encore l'isolement de ces jeunes qui s'étaient déjà arrachés à leur famille et au milieu de leur enfance. Qui plus est, comme on peut le constater dans les registres, les parents étaient souvent déjà décédés au moment du mariage de leurs enfants. L'espérance de vie était, à cette époque, notoirement plus courte que de nos jours, surtout dans ces milieux modestes. Faute de traitements efficaces, les adultes mouraient beaucoup plus tôt de cancers ou de cardiopathies ; l'alcoolisme, la tuberculose, les épidémies de typhoïde et même encore de choléra continuaient à sévir et

la syphilis était beaucoup plus présente que ne l'est le sida aujourd'hui. Les urgences abdominales (appendicites ou hémorragies internes) n'étaient pas opérées, et contribuaient aussi à la mortalité générale. Il y avait de nombreux décès maternels dans les suites de couches et donc beaucoup d'orphelins de mère parmi ces jeunes mariés. Les remariages des veufs ou veuves, encore jeunes, étaient fréquents.



Le pasteur Frédéric Dumas

Les actes d'état civil consultés en Alsace, font de temps à autre, mention d'enfants naturels, déclarés par la sage-femme, généralement de père, mais aussi parfois de mère inconnus. Ces abandons sont, ici aussi, la conséquence de la grande indigence dans laquelle se trouvaient ces jeunes femmes. Quelques-uns de ces enfants furent par la suite « légitimés » lors d'un mariage tardif par le père « naturel » ou non. Certains enfants abandonnés étaient dits « exposés » parce que les mères les plaçaient dans un local donnant sur la rue, destiné à cet effet et qui dépendait généralement d'une œuvre charitable, publique ou privée comme un couvent ou un hospice. Parmi nos jeunes mariées strasbourgeoises, nous en avons trouvé un exemple. Il s'agit d'une jeune femme née en 1829 et mariée à Bon-Secours le 27 juillet 1865. Dans la mention marginale qui figure sur son acte de

naissance, nous apprenons qu'elle fut découverte dans un panier d'osier par le jardinier de l'Hospice des Orphelins, un nommé Pierre Hocheux. Elle fut présentée à l'officier d'état civil de la mairie et celui-ci lui donna le nom et le prénom sous lequel elle se maria ici et dont le choix nous échappe.



Evolution du nombre de mariages alsaciens entre 1864 et 1899. A noter : la chute au moment du siège de Paris (en 1871)

Les marchands de vin, témoins privilégiés

Pour ce qui concerne les témoins, ce sont toujours des hommes - les premiers témoins femmes pour les mariages ne sont apparus que vers 1920. Souvent, ce sont des membres de la famille déjà sur place (frères, cousins), la plupart travaillant au Faubourg. Tout aussi nombreux étaient les camarades de travail. Dans nombre d'ateliers peuplés d'Alsaciens, le dialecte se mêlait à l'argot parisien. Ailleurs, on sollicitait le voisinage, les concierges, les commerçants du coin, les boulangers, mais, les plus sollicités étaient les marchands de vin. Les bistrots étaient les champions du témoignage. Ils ont proliféré au cours du siècle. Dans certaines rues, ils se suivaient à la file. Sur ce point, l'intégration de quelques-uns de nos Alsaciens à la vie du Faubourg n'a pas traîné.

Pour ce qui est des signatures, ce n'est pas le lieu ici d'en faire une étude graphologique savante. Contentons-nous d'un simple coup d'œil calligraphique. Certains des mariés, comme quelques-uns de leurs témoins, n'avaient guère fréquenté l'école, aussi quelques signatures sont laborieusement tracées. Et, au fil des pages du registre, à trois reprises, toute tentative d'écriture s'avère impossible et la signature est remplacée par un signe conventionnel : une croix et quatre points. À vrai dire, nous n'en n'avons pas trouvé d'exemple chez les époux alsaciens. Est-ce parce que le département du Bas-Rhin était celui où le taux d'illettrisme et d'analphabétisme était le plus bas de France, si l'on en croit les tests des conseils de révision de l'ensemble du pays. On n'ose peut-être pas aller jusque là, car nos émigrés appartenaient souvent aux classes les plus défavorisées, et dans ces familles souvent nombreuses, plusieurs enfants pouvaient travailler en fabrique, ce qui fait que pour beaucoup, la fréquentation scolaire ne fut qu'épisodique.



Le marchand de vin, posant
devant son commerce

Les hommes furent presque toujours les premiers à venir tâter le terrain et à prendre le risque d'une émigration. Ayant trouvé un emploi, le jeune Alsacien devait tout naturellement chercher une compagne. C'était non seulement une aspiration sentimentale bien légitime, mais aussi une nécessité d'ordre pratique et économique. Si le jeune homme ne la trouvait pas sur place, il lui restait à la faire venir de son village ou d'une commune voisine. C'était la fille d'une famille alliée, une rencontre lors d'une veillée ou à la fête villageoise. L'endogamie locale était, du reste, très répandue.

La vie en couple avant le mariage, situation banale

La vie en couple avant le mariage nous est apparue, à la lecture des registres, d'une grande fréquence. Compte tenu du contexte parisien, la vie des femmes seules étant vite intenable, il était tellement plus simple de trouver la sécurité auprès du fiancé. Loin de la famille, on pouvait faire quelques entorses aux bonnes convenances. En fait, le concubinage dans une telle situation était loin d'être exceptionnel en Alsace même, comme l'ont bien montré divers auteurs, par exemple Daniel Peter pour l'Outre-Forêt. La moyenne, variable suivant les époques et les régions, pouvait se situer autour de 10 à 15% des mariages.

Les recherches en Alsace nous ont procuré d'utiles informations sur le contexte local. Les pasteurs, ou plus souvent encore certains de leurs paroissiens particulièrement complaisants et souvent passionnés de généalogie, nous ont apporté une précieuse collaboration. Nous tenons à les remercier tous. Nous avons pu, nous-mêmes, compléter ces informations à Strasbourg, dans le silence feutré des archives départementales ou bien dans les archives municipales où l'on peut, très discrètement, échanger avec ses voisins les émotions de ses découvertes.

L'aide de l'Église à la jeunesse ouvrière

Les Alsaciens de Bon-Secours, comme les autres membres du monde ouvrier du Faubourg, ont partagé la même vie rude et difficile. Le dialecte ou l'accent n'a jamais été un obstacle à cette intégration vite réussie. Coupés de leur province, ils ont supporté, plus douloureusement que d'autres, les souffrances de la guerre et du siège de Paris. Mais, en tant que paroissiens de cette église, ils ont bénéficié du soutien de leurs conducteurs, pasteurs comme laïcs.

Le pasteur Frédéric Dumas n'a cessé d'élargir les connaissances des jeunes et de leur insuffler une part de sa foi, de son courage et de son indomptable énergie. Les cahiers des procès-verbaux des réunions de jeunes gens et jeunes filles témoignent de cet effort culturel, moral et religieux. Le pasteur Dumas les a protégés et a su leur donner la fierté d'être à la fois français, chrétiens et protestants.

Les programmes des réunions ont été parfaitement adaptés aux besoins de cette jeunesse. D'après les noms des participants « actifs », le pasteur fut manifestement épaulé par une équipe efficace où dominaient largement les Alsaciens. Les séances avaient lieu tous les deux mois pour les jeunes gens comme pour les jeunes filles. On réunissait les deux groupes une fois par an. Une première partie était consacrée au culte, suivi par la lecture des lettres de ceux qui étaient dispersés. On donnait des nouvelles des malades et parfois, hélas, de ceux ou celles qui avaient succombé à une affection au dessus des possibilités médicales d'alors. Certains étaient ensuite invités à parler de leur métier et de leurs conditions de travail. À chacun, le pasteur prodiguait conseils et encouragements. Puis venait le moment des divertissements : récitation de poèmes ou intermèdes musicaux, violon ou chants en général. La deuxième partie était consacrée à une conférence sur l'un des sujets proposés et choisis aux voix par l'assemblée. Ces sujets étaient très variés : histoire, morale et société, missions et voyages, religion, littérature, métiers. Les conférenciers étaient conscients de leur responsabilité éducative, ils savaient

capter leur auditoire. Mis à part le pasteur Dumas qui assura la majorité des exposés, les autres orateurs étaient des ingénieurs, des médecins, des avocats, des pasteurs ou des missionnaires. Un tel effort pédagogique suscite l'admiration. Ce fut un complément essentiel à l'enseignement scolaire où les sujets de ces conférences étaient peu abordés. Leur impact était d'autant plus précieux que le climat moral qui régnait dans les ateliers était terriblement destructeur de l'enseignement de l'Église.

Bon-Secours fut également l'un des sièges de la ligue antialcoolique qui n'a cessé de combattre ce fléau social très présent au Faubourg Saint-Antoine, ceci dans des conditions très difficiles et avec des moyens financiers bien modestes par rapport à ceux du lobby des distillateurs d'absinthe.

Tout ceci n'est qu'un aperçu de la vie de l'église de Bon-Secours dans cette deuxième moitié du XIX^{ème} siècle. Ce qui nous touche le plus est cette affection paternelle à l'égard de cette jeunesse ouvrière et cette volonté inflexible de tout mettre en œuvre pour sa sauvegarde. N'est-ce pas là un authentique témoignage chrétien ? Le mérite principal en revient à un pasteur d'exception : Frédéric Dumas. Il mena le bon combat. Il est aussi juste de rendre un même hommage au pasteur Jean-Jacques Hosemann, un Alsacien de Colmar, qui apporta, dès le milieu du siècle, un soutien infatigable aux ouvriers alsaciens des ateliers. Il fut le vrai fondateur de Bon-Secours.



L'orphelinat de Bon Secours (fin du XIX^{ème} siècle)





L'Église luthérienne de Paris

Les origines, le temps des chapelles étrangères

par Janine Driancourt-Girod (*)

Depuis trois siècles et demi déjà, des artisans alsaciens luthériens travaillent au Faubourg Saint-Antoine. J'en ai acquis la certitude dans le décryptage des registres des chapelles de l'ambassade de Suède ouverte dès 1635 et de celle du Danemark à partir de 1745, dont les pasteurs ont accueilli, hébergé, protégé et sauvé leurs coreligionnaires au temps où la persécution s'abattait sur d'autres protestants de France. Cette recherche a été l'objet d'une thèse de doctorat, dont l'élaboration à partir de documents inédits, a duré vingt années. Vous résumer cette histoire en vingt minutes aujourd'hui est une gageure et il est bien évident que cet exposé ne pourra être qu'un survol.

Tout commence donc en 1626. Pour rappel : nous sommes en plein dans la Guerre de Trente ans (1618-1648), une guerre acharnée qui dresse les uns contre les autres, les princes protestants scandinaves et allemands de l'Allemagne du Nord emmenés par Gustave Adolphe de Suède et les princes catholiques de l'Allemagne du Sud. On se bat depuis dix ans déjà, en une guerre atroce qui ravage l'Allemagne et l'Alsace et les met à feu et à sang sans arriver à aucun résultat. Il devient évident que seule l'intervention de la France, en faveur de l'un ou de l'autre bloc, peut lui donner la victoire. Pour obtenir, les ambassades de ces différents pays se bousculent à Paris. Et les mandants scandinaves et allemands, qui sont pour la plupart des luthériens, cherchent, en vain, dans la capitale, un endroit où pratiquer leur culte. Ils n'en trouvent pas, car, en France, à cette époque, le catholicisme, qui est la religion du roi, est religion d'État et de pratique obligatoire. Et si les luthériens sont tolérés en Alsace et au Pays de Montbéliard, en

vertu des traités particuliers négociés lors de leur rattachement à la France, si depuis l'octroi de l'Édit de Nantes, les calvinistes peuvent, dans certains lieux, faire leur culte, ce n'est pas le cas à Paris, où jamais aucun service autre que la messe catholique n'a été tenu.

Arrivée du pasteur Hambræus et premier culte luthérien à Paris

Or, en cette année 1626 justement, arrive à Paris un pasteur suédois, le pasteur Jonas Hambræus. C'est un érudit, qui n'y vient pas pour prêcher mais pour perfectionner ses connaissances en langues anciennes rares : l'hébreu, le syriaque et l'arabe. Il s'inscrit donc à la Sorbonne, mais, au bout de quelques semaines, ses maîtres, sidérés, s'aperçoivent qu'il en connaît beaucoup plus qu'eux. Ils le font savoir au roi de France Louis XIII qui, en quête de savants de classe, nomme immédiatement Hambræus professeur en ses Universités, c'est-à-dire au Collège de France. Cela fait beaucoup de bruit, on le comprend, et nos princes luthériens se précipitent chez lui, pour lui demander, si, à l'occasion d'une grande fête, dans l'une ou l'autre ambassade, en exterritorialité, il ne présiderait pas pour eux, un culte en leur donnant la Sainte Cène. Le premier culte luthérien à Paris a donc lieu au mois d'octobre de l'année 1626, dans une ambassade que nous ne connaissons pas. Les princes, qui y ont participé, tout heureux de ce qu'ils viennent de faire, rédigent à la sortie une

(*) **Agrégée de l'Université, Docteur ès-Lettres, historienne des premiers luthériens de Paris (1626-1809).**

proclamation en invitant, « la prochaine fois », tous les luthériens de Paris à se joindre à eux.

Seulement, comme on ne peut dire ni où, ni quand, ni comment se tiendra « la prochaine fois ». Il faudra attendre l'année 1635 et l'installation à Paris d'un légat suédois permanent pour que cet appel soit suivi d'effet. Ce légat n'est autre que le savant Hugo Grotius qui loue, quai Malaquais, un très bel immeuble et qui décide d'y tenir chapelle et de le ouvrir à ses coreligionnaires. Désormais, chaque dimanche à onze heures, à la chapelle de l'ambassade de Suède, un culte est publiquement servi et tous les luthériens de Paris y sont invités.

Les luthériens de Paris – « le Temps des Princes »

Qui sont ces luthériens de Paris ? Nous le savons très exactement car le pasteur a pris soin d'inscrire dans son registre les noms de tous ceux qui ont communie à la chapelle de 1635 à 1680. J'en ai compté 3.582 ! C'est un livre superbe, car tenu comme un registre d'université de l'époque, par séries sociales. Dans les premières pages, on découvre donc les sceaux et les cachets magnifiques de tous les personnages célèbres - rois, princes, grands seigneurs et grands capitaines scandinaves et allemands de la Guerre de Trente ans. Nous sommes « au Temps des Princes ».

La deuxième série est consacrée aux étudiants scandinaves et allemands. Elle est bien remplie car Paris, à cette époque, a la réputation d'être « La Mecque des étudiants scandinaves et allemands ». Il fallait être passé par les universités parisiennes pour avoir fait des études réussies. Certains viennent du fond du Golfe de Finlande, les plus nombreux des ports de la Baltique, et c'est par bateaux entiers qu'on décharge ces étudiants dans le port de Rouen. La troisième

série est celle des jeunes artistes en stage de formation dans nos Académies. Et l'on retrouve là bien des peintres célèbres de la période suivante, dont Lundberg, qui fit le tableau d'autel de la chapelle de Suède avant de devenir le peintre des rois de ce pays. Mais, tous ces gens très brillants qui vont, qui viennent et ne restent pas, ne concernent pas notre étude aujourd'hui.

Les humbles, leurs difficultés, les secours du pasteur

Ceux qui nous intéressent, ce sont tous les autres dont les signatures couvrent les 2/3 des pages du livre - et ils sont des milliers. De ces autres, on ne connaît que le nom, les prénoms et le lieu d'origine. Tous - ou presque - portent des patronymes à consonance germanique, 1/4 venant d'Alsace et 3/4 d'Outre-Rhin.



Hugo Grotius (1583-1645)

Ce sont de pauvres hères qui fuient leur pays ravagé par la Guerre de Trente ans. Et s'ils se dirigent vers la France, c'est qu'on les y appelle, car ce pays, en plein développement économique, a besoin de bras. La demande s'accroîtra et on en aura encore plus besoin au fur et à mesure que les protestants français, persécutés par Louis XIV, s'en iront. Il faut savoir qu'après la Révocation de l'Édit de Nantes en 1685, il en partira 250.000. Il y a donc du travail pour ces immigrants. Toutefois, lorsqu'ils arrivent à Paris, tout seuls ou à deux, ils ne parlent pas la langue,

ils ne connaissent personne, ne savent où s'adresser pour trouver de l'aide. Au moins y a-t-il un endroit où ils pourront prier avec des frères ? On leur indique le rendez-vous de la chapelle de Suède, le dimanche à onze heures. Ils s'y rendent, y suivent avec réconfort un culte selon la Confession d'Augsbourg - en suédois évidemment - ; mais la liturgie est celle de Luther et ils s'y retrouvent aisément. À la sortie, le pasteur les accueille, les inscrit dans son livre, puis les présente à d'autres qui

sont déjà arrivés, qui les hébergent et s'occupent de les placer. Ainsi, dimanche après dimanche, à l'issue du culte de l'ambassade de Suède, s'organise une vraie société de secours mutuel, à la fois syndicat d'initiative, bureau de placement et d'hébergement. Et bien comprend que semaine après semaine, de plus en plus de nouveaux arrivants s'y rallient. Les années passant, ils font le nombre et demandent qu'on leur accorde un culte en allemand. Il faudra attendre 1679 et l'arrivée du grand légat suédois, Nikolaus Bielke pour obtenir satisfaction. Clairvoyant, Bielke se rend compte de la situation précaire du petit groupe clandestin, qui est venu se rattacher à la chapelle et qui lui fait confiance. Il comprend que si l'Édit de Nantes est révoqué - ce qui arrivera six ans plus tard, en 1685 - le petit troupeau sera dispersé ; alors, pour le sauver, il décide de le transformer en communauté d'ambassade, lui assurant ainsi la protection de la Suède et l'extraterritorialité pour la tenue de son culte. Il va même beaucoup plus loin, accédant aux vœux du plus grand nombre, il leur recrute un pasteur allemand qui lui autorise à prêcher en cette langue et à tenir un registre d'état civil, procurant ainsi à ces « sans papiers » une identité qui leur permet de vivre légalement dans la capitale. Il n'en avait absolument pas le droit et il y aurait eu un incident diplomatique entre la France et la Suède si on n'avait été au meilleur de l'amitié franco-suédoise.

Ainsi s'attache à la chapelle de Suède une petite communauté bien protégée de luthériens germanophones qui n'ont jamais été inquiétés, ni persécutés pour leur religion différente. Cependant, au quotidien, ils sont bien forcés de vivre à Paris, dans le grand Paris catholique du XVII^{ème} siècle et de se conformer à toutes les lois qui régissent les étrangers et les protestants. Et ce n'est pas facile. D'abord, pour travailler, il faut qu'ils s'inscrivent à la corporation. Il y a là un régime spécial pour les étrangers, exigeant double temps de compagnonnage, doubles droits pour acquérir la maîtrise et doubles difficultés pour réussir un chef-d'œuvre, « du double fort ». Bien peu réussissent à économiser sur leur maigre solde de quoi souffrir ce luxe de la maîtrise.

Et comment faire pour se marier à Paris ? Les Alsaciennes et les Allemandes y sont rares. Quant aux Françaises, il n'en est pas question, trois édits royaux empêchant tout sujet de Sa Majesté d'épouser

quelqu'un d'une autre religion que la sienne, d'épouser un étranger et enfin d'aller se marier à l'étranger « sans son expresse permission ».

Comment se faire soigner lorsqu'on tombe malade puisque tous les hôpitaux sont tenus par des congrégations catholiques ? Quand on s'y présente, le premier médicament qu'on apporte, c'est « le médicament qui soigne l'âme » : l'eucharistie catholique. Si on l'accepte, c'est un aveu de conversion. Sinon, on vous laisse tranquille, c'est-à-dire mourir tout seul dans votre coin.

Et comment enterrer les morts ? A partir du moment où la Révocation de l'Édit de Nantes a transformé tous les cimetières en terres d'Église et votre jardin, comme les jardins voisins, en cimetières ? Il faut aller porter le corps nuitamment et l'inhumer n'importe où, dans les berges de la Seine. Heureusement que, dans cette communauté, il n'y a pas de culte des morts, car on ne sait même plus où on les a mis ! Ainsi va « le Temps des Humbles », pendant quarante ans.

Deuxième vague d'arrivants : des artisans qualifiés

Et puis, tout à coup, à partir de 1715 et de la mort de Louis XIV, le recrutement de la communauté se modifie radicalement et s'amplifie considérablement. Cette transformation est liée à l'abandon par la société mondaine de la Cour de Versailles et à son report à Paris où elle s'installe dans des hôtels particuliers entre cour et jardin et prend ses plaisirs en ville. Pour satisfaire à cette nouvelle manière de vivre, il faut bâtir de nouveaux immeubles, plus petits, inventer un autre mobilier moins encombrant, prévoir une autre manière de s'habiller, moins cérémonieuse. Il faut aussi remplacer les lourds carrosses par des voitures de ville plus faciles à manier dans les rues étroites de la capitale pour aller de distractions en distractions. Dès le premier quart du XVIII^{ème} siècle, Paris devient un centre d'appel fantastique pour les artisans de ces métiers. Or les pays du Rhin Moyen sur ses deux rives, l'Alsace, comme le Pays de Bade, le Wurtemberg ou la Hesse en sont peuplés. Ils arrivent par centaines. L'assistance au culte en est multipliée.

Qui sont ces nouveaux venus ? Citons d'abord les artisans du meuble, les ébénistes surtout. Dans les seuls registres de Suède, j'en ai répertoriés 164 ayant acquis la maîtrise dont 33 sont connus ; 16 d'entre eux ont obtenu l'estampille de la corporation royale et trois, parmi ceux-là : Oeben, Riesener, Bennemann sont devenus - bien que protestants - « ébénistes de la Couronne », les fournisseurs du roi et de la Cour ! Apportant avec eux leur savoir-faire, le « rococo » allemand, ils transforment le style lourd et majestueux du temps de Louis XIV en style « rocaille », c'est-à-dire le style Louis XV. Ils fabriquent des petits meubles, trumeaux, consoles, tables à jeu, secrétaires ... qu'ils font en bois précieux (bois des îles, de violette, de rose, de palissandre, d'ébène, d'acajou), des meubles laqués, dorés, vernis, marquetés. La marqueterie est leur spécialité, avec des bronzes au pied, et des serrures ajourées aux tiroirs. Tout un art qui fait vivre bon nombre d'ateliers de maîtres secondaires.

Très nombreux aussi sont les gens d'habits. Les tailleurs allemands ont si grande réputation que lorsqu'un collègue cherche à ouvrir boutique, il ajoute souvent à son nom le suffixe « man ».

Les cordonniers alsaciens - tout un groupe de la région de Colmar - sont également très réputés. Des indienneurs aussi s'installent qui tissent des cotonnades légères et colorées comme Oberkampf à Jouy - les toiles de Jouy - ou Ebingger à Saint-Denis. Voilà des selliers en voitures, comme cette équipe de Ludwig, maître d'œuvre de la berline qui emmena la famille royale à Varennes - j'en ai retrouvé la facture - des bijoutiers comme Bøehmer et Bassange, fournisseurs du fameux collier qui compromit la reine Marie-Antoinette, ou le Strasbourgeois Strass, inventeur de la pierre noire qui porte son nom. Des facteurs d'instruments de musique, instruments à vent en particulier, comme le cor et le hautbois qui permettent d'écouter la musique baroque

que que les Allemands ont introduite en France ou des facteurs de piano forte qui remplacera bientôt le clavecin. Facteurs de harpes aussi, tel Nadermann qui fit celle dont la reine Marie-Antoinette jouait si bien.

Artisans compétents pour des créneaux ouverts, ils s'établissent facilement. Mais, sauf pour les tailleurs et les cordonniers qui ont besoin d'être à proximité immédiate de leur clientèle et s'installent en plein cœur de Paris, le long de la Seine, de part et d'autre du Pont-Neuf, tous les autres, pour échapper aux entraves des corporations, s'en vont aux faubourgs : les carrossiers s'installent à Saint-Germain-des-Prés, les gens de la musique à Montmartre et les artisans du meuble - je ne vous le prends pas - au Faubourg Saint-Antoine et ses annexes : Bonne-Nouvelle et Ménilmontant. J'ai recensé un bon nombre de ces « ouvriers libres » du Faubourg : Grande rue du Faubourg, mais aussi rue de Charonne, rue de Charenton, rue Traversière, et surtout rue Saint-Nicolas où d'importants îlots d'artisans germanophones se regroupent ; les chroniqueurs affirment même que dans cette dernière rue, avant le milieu du siècle, on n'entend plus parler que d'allemand. Pas pour longtemps d'ailleurs car, bien implantés, ces artisans se francisent rapidement, comme on le voit à la chapelle de Suède où la demande d'un culte en français se fait de plus en plus pressante. Cette pratique sera rendue possible quand le vieux pasteur allemand s'en ira et sera remplacé en 1742 pour la première fois, par un pasteur alsacien - donc bilingue - le Strasbourgeois, Friedrich Karl Baer.

Friedrich Karl Baer est un grand personnage et un théologien réputé ; il est professeur à la Faculté de Strasbourg - c'est un prédicateur très écouté, un érudit et un savant. C'est aussi un homme du monde : il a épousé une comtesse et sera anobli par Louis XV en 1772. Il est reçu à la Cour où il se lie d'amitié avec le ministre des Affaires Étrangères Vergennes et le lieutenant de police de Paris. Ce n'est pas pour la gloire mais simplement pour



Pasteur luthérien au XVIII^{ème} siècle devant la carte du quartier Saint-Antoine

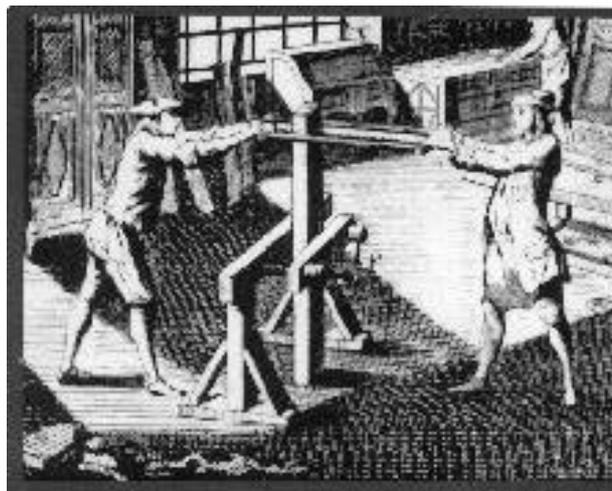
utiliser ses amitiés à faire son métier, car ce grand personnage est, avant tout, un pasteur, un bon pasteur, qui, tel un magicien, d'un coup de baguette, réussit à résoudre les problèmes paralysant la vie de sa communauté.

Comment se faire soigner désormais, quand on est luthérien et malade à Paris ? Tout simplement à l'infirmerie qui, en accord avec la chapelle de Danemark ouverte en 1745, s'installe en plein coeur de Paris, rue des Cordeliers, sans que jamais les protestations des congrégations soient suivies d'effet : le lieutenant de police n'est-il pas son ami ?

Comment se faire enterrer à Paris en tant que protestant ? Mais, tout simplement dans le cimetière que Louis XV vient de donner à la Porte Saint-Martin pour inhumer les voyageurs protestants étrangers de passage qui meurent dans la capitale.

Surtout, comment permettre à ses paroissiens, maintenant établis, de convoler en justes noces, en épousant une femme française ? Eh bien, tout simplement, en s'avisant que l'interdiction d'aller se marier à l'étranger est assortie d'une possibilité de permission royale. Baer va donc utiliser ses introductions à la Cour pour solliciter ces permissions au coup par coup et, en payant, obtenir des « Brevets de permission royaux de se marier à l'étranger ». « L'étranger », étant bien entendu pour lui l'une des chapelles d'ambassades parisiennes. Le tour est joué et le nombre des mariages à l'une ou l'autre des chapelles s'envole. Oui, les trente dernières années de l'Ancien Régime sont bien un « âge d'or pour les artisans » qui représentent maintenant, dans chacune des communautés, 63 % des paroissiens. Si bien que lorsque, en 1784, Baer étant devenu vieux, prend sa retraite, le nouveau pasteur strasbourgeois Karl Christian Gambs inscrit dans son registre en guise de préface à son ministère : « J'implore mon Dieu et mon Sauveur de bien vouloir me donner la force de garder cette communauté (celle de Suède) dans l'état béni où je l'ai trouvée au commencement de mon ministère ». Il ne savait pas ce qui l'attendait : cinq ans plus tard, la Révolution éclatait et la Révolution mit

tout par terre.



Des artisans laborieux et experts

La période révolutionnaire et le ministère du pasteur Gambs

Dès les premiers jours, en effet, la communauté se disloque. Certains, apeurés, rentrent au pays, les autres se cachent. D'autres basculent dans le vertige révolutionnaire, d'autres encore deviennent athées. Bien plus, l'ambassade de Suède, sa chapelle et ceux qui la fréquentent toujours, sont tout de suite devenus suspects par les menées du suédois Axel de Fersen, l'agent du roi Gustave III, et l'amant de la reine qui va tout faire pour essayer de faire sortir la famille royale de France, même, on l'a dit, dans une berline fabriquée par des selliers paroissiens et payée à eux par le baron ! Après l'échec de la fuite à Varennes, c'est la panique à l'ambassade de Suède. L'ambassadeur Staël de Holstein s'enfuit, bientôt suivi par sa femme, Germaine - Germaine de Staël, l'écrivain - et notre pasteur reste tout seul : « J'étais tout seul à l'ambassade », écrit-il dans son livre, « comme une sentinelle à un poste perdu, sans autre titre que celui de prédicateur d'une ambassade qui n'existait plus... seul et chargé et responsable de tout ».

Comme une sentinelle à un poste perdu, il se bat donc pour empêcher qu'on lui confisque ses registres lors de la laïcisation de l'état civil. Il se bat pour que l'on ne mette pas sous séquestre l'immeuble de l'ambassade. Sans cela, où aurait été la chapelle ? Il se bat pour protéger les paroissiens qui sont

arrêtés par le Tribunal Révolutionnaire : sur dix-neuf, sept cependant y laisseront leur tête ! Mais surtout, en dépit de toutes les interdictions de la Commune et de la Convention, des pressions, des menaces, des perquisitions des sectionnaires de son quartier - celui des Bonnets Rouges - , en dépit même d'une convocation à comparaître devant le Comité de Salut Public, il se bat pour continuer à célébrer régulièrement son culte et marie, baptise plus qu'on ne l'a jamais fait à la chapelle de Suède. Car il marie et baptise tous ceux qui le réclament, non seulement des protestants, mais surtout des catholiques, puisqu'avec son collègue danois, le pasteur Göricke, il est le seul ministre chrétien à Paris pendant toute la Terreur Rouge à avoir le courage de le faire. Il sait pourtant que pour chacun de ces actes, il risque sa tête et la survie de sa communauté pour des gens qu'il ne connaît pas et qu'il ne reverra jamais puisqu'ils sont catholiques. Ceci dit, la communauté est décimée, ruinée. À la Pentecôte 1794, le pasteur, désolé, écrit : « Aujourd'hui, pour communier, nous n'étions plus que quatre ».



Karl Christian Gams
Chapelain de l'ambassade de Suède
(1759-1822)

Alsaciens qui ont fait tout le cursus de la nouvelle administration française et qui viennent à Paris, pour occuper des postes parmi les plus importants dans les ministères. Citons le ministre des Affaires Étrangères Reinhard, deux ambassadeurs dont le diplomate Otto, négociateur de la paix d'Amiens, Pfeffel, directeur au Bureau des Lois, Rosentiel, traducteur au Ministère des Affaires Étrangères, le Colmarien Haussmann, inspecteur des Mines, dont le fils Georges - le futur « Baron » - fut baptisé, en 1809 à la chapelle du Danemark... Viennent là aussi, lorsqu'ils sont à Paris, les généraux alsaciens de l'empereur :

Rapp, son premier aide de camp, Walter, Dentzel, Mac Donald et d'autres officiers. Bref, on est « au Temps des Notables ». Et tout va si bien que ces notables sont tout à fait d'accord avec le pasteur Gams pour ne pas se déclarer en 1802, lorsqu'on fait le recensement de tous les cultes en France pour les mettre sous le régime des Articles Organiques. Seulement, on n'échappe pas longtemps à l'administration impériale et, dès 1804, des officiers d'état civil dûment mandatés se présentent. Ils viennent chercher les registres que Gams n'avait pas voulu remettre en 1792. On en a un urgent besoin car, des personnes nées à la fin de l'Ancien Régime, qui ont été baptisées dans les chapelles, sont maintenant dans l'impossibilité de se marier faute de pouvoir prouver leur identité, et elles protestent, on le comprend. Il faut bien s'arranger et Gams accepte finalement de prêter ses livres au Ministère des Cultes afin qu'ils soient recopiés et traduits. Le Conseil d'État est en train de rédiger le décret qui officialise l'épuration et garantit la restitution des registres. A ce moment, l'empereur surgit et découvre, stupéfait, l'existence de cette communauté luthérienne clandestine, protégée par une puissance étrangère, et où tous les di-

L'intervention napoléonienne : premières approches en vue de la création d'un lieu de culte pour les luthériens français

Les jours meilleurs viendront en 1800. Avec le Consulat, la réconciliation, la réorganisation et la paix retrouvée, tout reprend. Dans les deux communautés, les anciens resurgissent. Des nouveaux arrivent et parmi eux se trouvent des personnalités assez remarquables. Ce sont, pour la plupart, des

manches des fonctionnaires qui occupent les postes les plus élevés dans ses ministères, bien pire, ses propres généraux, s'en vont suivre le culte et prier - à la luthérienne - pour la santé, voire même peut-être pour la victoire - du roi de Suède qui est en train de devenir son pire ennemi ! D'un geste rageur, il prend la plume et, aux quatre articles rédigés, il en ajoute un cinquième : « Il y aura dans notre bonne ville de Paris, un oratoire de prière ou une Église consistoriale de la Confession d'Augsbourg... Il est désormais interdit aux aumôniers des chapelles étrangères de prêcher en français. Il est interdit aux Français de fréquenter des chapelles étrangères - Affaire terminée » signé Napoléon.

Sur ce, la brouille entre la France et la Suède est effective. En 1806, l'ambassade est fermée, l'ambassadeur et le pasteur sont rappelés en Suède. Et quand Gambes essaie de rentrer à Strasbourg - sa patrie - il est reconduit à la frontière comme indésirable.

Que vont devenir les luthériens de Paris ? Pour leurs pratiques, tous pensent encore se retrouver à la chapelle du Danemark qui ne sera fermée définitivement qu'en 1810. Pendant ce temps, les notables constitués en « Comité Provisoire » cherchent à obtenir pour l'avenir, non pas un petit oratoire de prière, mais bel et bien une Église consistoriale à part entière. Pour ce faire, ils utilisent leurs introductions dans les ministères, voire auprès de l'empereur auquel ils essayèrent à deux reprises - par le général Rapp, puis par le général Walther - de faire parvenir directement deux pétitions. En fait, l'affaire paraissait simple car il suffisait de prouver que tous les luthériens de Paris réunis étaient au moins 6.000. Mais c'était là tout le problème, car pour une telle évaluation, on ne disposait que de registres de mariages et de baptêmes. Tous les célibataires qui formaient la masse des communautés

échappaient à tout recensement comptabilisable. Et, l'administration, se bornant aux actes des registres, dénombrait 2.500 luthériens tandis que les intéressés - exagérant à leur tour - se prétendaient être jusqu'à 15 à 20.000 en intégrant tous les gens qu'ils repéraient à patronymes germaniques !

Finalement, après deux années de négociations, le préfet de Paris, dans son rapport, finit par admettre que les luthériens de Paris étaient peut-être 6.000. Et qu'en tout état de cause, même s'ils n'atteignaient pas ce chiffre, il lui semblait convenable « d'accorder à cette population luthérienne et fidèle à la France, un point de réunion où les cérémonies de ce culte puissent être célébrées avec décence et dignité ». En conséquence, par le décret de Nantes (1808), l'empereur créa une Église consistoriale française de la Confession d'Augsbourg à Paris, confirmée, cette même année, par le décret de Bayonne qui lui attribua, pour exercer son culte, l'église conventuelle des Carmes-Billettes au Marais. Le temps de réparer l'édifice, qui avait été laïcisé, vendu comme Bien National et utilisé comme grenier à sel, et la cérémonie inaugurale eut lieu, en grande pompe, en présence de nombreuses personnalités françaises et d'ambassadeurs étrangers, le 26 novembre 1809. Désormais, tous les luthériens de Paris réunis pratiqueront leur culte dans ce sanctuaire.

Autre lieu, autre structure, autres pasteurs...

Ici se termine l'histoire des communautés d'ambassades. Avec, j'espère, toute la reconnaissance de leurs héritiers aux puissances scandinaves, qui, par leur protection séculaire ont permis à ces pionniers de leur foi, de s'implanter et, à travers toutes les tribulations que je vous ai racontées, de la leur transmettre.





L'Église luthérienne de Paris

L'essor au XI^Xème siècle

par Alain Joly (*)

Lorsqu'il s'engage, le 1^{er} mars 1788, au régiment de Chasseurs des Cévennes, alors stationné près de Colmar, Jean Rapp, qui n'a que dix-sept ans, renonce au ministère pastoral auquel voulaient le destiner ses parents. Il ne pouvait imaginer qu'il serait trente ans plus tard vice-président de la Société biblique et que, dans les derniers jours de 1806, on compterait sur lui pour la création d'un Consistoire luthérien à Paris.

Création de l'Église consistoriale luthérienne des Billettes

Chargé, en effet, de transmettre à l'empereur une pétition par laquelle on pensait intéresser Napoléon à l'avenir de la communauté luthérienne dans la capitale, Rapp, devenu son aide de camp, se trouva empêché, par une blessure de guerre, de lui communiquer le précieux document. C'est, en définitive, le général Frédéric-Henry Walther, un autre Alsacien et un fils de pasteur qui, en février 1808, soit plus d'un an après l'échec de 1806, réussit à remettre la pétition au souverain. Ému d'apprendre que ses sujets de la Confession d'Augsbourg n'avaient à Paris ni sanctuaire, ni structure légale, l'empereur signait, le 20 juillet 1808, un décret ordonnant d'affecter l'ancienne église des Carmes-Billettes à ladite communauté et, le 11 août 1808, un décret instituant le Consistoire luthérien de Paris, relevant du Consistoire général de Strasbourg.

Situé dans le quartier de l'Hôtel de Ville, l'ancien couvent offrait un ensemble de bâtiments hétéroclites, d'époques différentes et mal distribués. Au milieu de ceux-ci, la chapelle construite de 1755 à 1758, désaffectée à la Révolution et réaménagée pour les circonstances, fut inaugurée solennellement le 26 novembre 1809. Deux pasteurs, Georges-Frédéric Boissard et Jean-Jacques Goepp, y furent affectés et les deux généraux alsaciens Walther et Rapp furent nommés en tête de la liste des membres laïques du Consistoire.

Tout au long du XIX^{ème} siècle, l'Église des chrétiens de la Confession d'Augsbourg à Paris est soumise à la législation des cultes principalement fixée dans les Articles Organiques de 1802, et le décret du 26 mars 1857 « portant règlement pour la formation des conseils presbytéraux et des Consistoires », modifié par la loi du 1^{er} août 1879. Pasteurs et notables firent toujours preuve d'une docile obéissance aux ministères de tutelle et aux gouvernements, régulièrement loués pour l'attention bienveillante de leurs bureaux, responsables des créations de postes pastoraux, d'augmentation de traitements et d'autorisations de toutes sortes. La délégation du Consistoire n'a jamais manqué non plus l'audience au château des Tuileries, ou en tout autre palais, pour les vœux de Nouvel An, l'anniversaire du souverain et les événements heureux survenus dans la famille des princes.

Le mouvement qui verra, dès 1848 et 1849, l'établissement des Églises libres, au demeurant

(*) Titulaire d'une maîtrise d'histoire et d'un D.E.S.S. de théologie, Pasteur et Directeur du Centre Culturel Luthérien.

jamais prises en défaut de déloyauté vis-à-vis de l'État, ne semble pas avoir touché les luthériens de Paris. En toutes occasions, ils se déclarent satisfaits du régime sous lequel ils vivent et qui les rassure quant à l'avenir.

Controverses avec le Directoire de Strasbourg

Jusqu'à la guerre franco-prussienne de 1870-1871, notre église appartient à l'unique Église de la Confession d'Augsbourg en France. Mais les relations avec le Directoire et le Consistoire général de Strasbourg connaissent des moments de tension que la distance géographique n'arrange pas. L'Inspecteur ecclésiastique du Temple Neuf - duquel relève le Consistoire de Paris jusqu'en 1852 - ne vient quasiment jamais visiter la communauté. Le président du Directoire envoie systématiquement les mêmes circulaires qu'aux Inspections et Consistoires alsaciens. Fort de sa proximité avec le pouvoir, le Consistoire de Paris s'érige naturellement en représentant des intérêts de l'Église luthérienne de France.

Jaloux de ses droits, il revendique même sa liberté à l'égard de l'Alsace, pour décider de ce qui lui convient en s'appuyant à la fois sur l'esprit de la Réforme protestante, qui l'autoriserait à cette liberté et sur la stricte observance de la loi. En voici un exemple significatif : quand le Directoire envoya un arrêté prescrivant une célébration pour commémorer le troisième centenaire de la mort de Luther, le Consistoire de Paris délibéra estimant « qu'il n'entre pas dans les attributions légales du Directoire de prescrire aux Consistoires par des arrêtés la célébration de solennités religieuses autres que celles généralement établies », mais décida cependant que ladite célébration aurait lieu

aux Billettes et à La Rédemption, le 15 février 1846, « surtout par respect pour la mémoire de l'illustre réformateur » [1].

Au résultat, très peu de concertation, beaucoup de discrets reproches de part et d'autre, jusqu'à l'époque où éclatent les polémiques au sujet de la Faculté de théologie de Strasbourg. La querelle commença au début du Second Empire, à propos de l'enseignement donné, à Strasbourg,

aux futurs pasteurs et fortement critiqué à Paris à cause de son esprit libéral et rationaliste, dispensé par des professeurs jugés « incrédules ». Elle prit une certaine ampleur de 1863 jusqu'en 1867 au moins, autour de la nomination de Timothée Colani comme professeur du Séminaire. Le débat fut très vif durant ces années et l'opinion publique prise à parti par le biais de multiples brochures. On songea à nouveau très sérieusement, comme on l'avait souhaité dès 1836 « contre le méthodisme de Montauban et le libéralisme de Strasbourg », à créer à Paris une Faculté de théologie [2].

La population luthérienne de la Région Parisienne est composée dans son immense majorité d'ouvriers, d'artisans,

de petits commerçants, la plupart originaires d'Alsace, du Pays de Montbéliard, et d'Allemagne, souvent établis à Paris depuis plusieurs générations. Un groupe de notables aisés représente la bourgeoisie affairée et, dans une moindre mesure, les milieux intellectuels et artistiques. Le libraire Treuttel côtoie le savant Kieffer, traducteur de la Bible en turc, et les diplomates des royaumes scandinaves. Le banquier Bartholdi – et plus tard le conseiller d'État Léon de Bussière – participent aux travaux du Consistoire tandis qu'Ary Scheffer, peintre de renom, fait cercle, avec ses amis romantiques, autour de la pieuse duchesse d'Orléans. Celle-ci,



L'église et la rue des Billettes avant le percement de la rue des Archives

née princesse de Mecklembourg-Schwerin, a obtenu de la bienveillante affection de son beau-père, le roi Louis-Philippe, de conserver sa religion. Elle a son oratoire particulier au palais des Tuileries mais, dès son installation en 1837, elle fait savoir à son aumônier, le pasteur Rodolphe Cuvier, qu'elle préfère se rendre le plus souvent possible à l'église des Billettes, où une tribune et un accès privé lui sont réservés. L'inquiétude causée à la police par la présence habituelle de l'équipage princier dans la rue des Billettes, étroite et difficile à surveiller, accélérera la décision ministérielle d'accorder, dans un quartier plus neuf et plus tranquille, le second sanctuaire réclamé inlassablement depuis quinze ans.

Composition de la population luthérienne à Paris

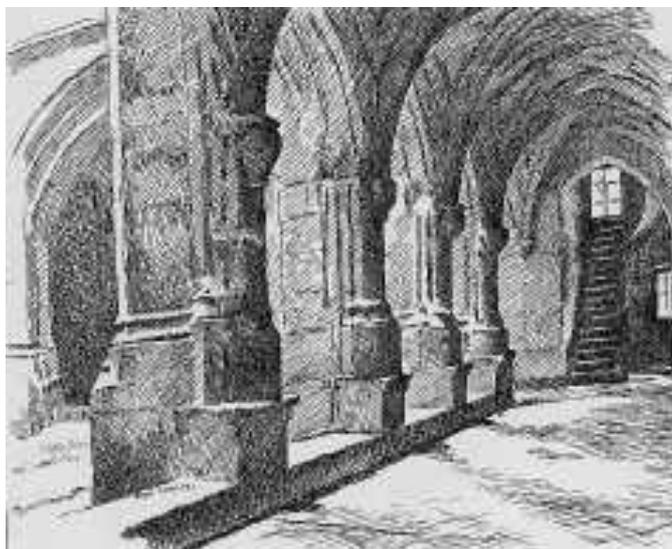
L'église de La Rédemption, construite de 1822 à 1826 pour être une halle de déchargement de l'octroi, est inaugurée le 25 juin 1843 et on affirme que la desserte des quartiers ouest de la capitale en sera ainsi mieux assurée. C'est que, des 10.000 prétendument recensés à l'époque de la pétition à l'empereur - chiffre nécessaire pour l'établissement d'un Consistoire - on est passé à 15.000 fidèles vers 1840. Du moins le croit-on, ou fait-on semblant de le croire [3]. Ce qui est vrai, c'est l'afflux important de travailleurs allemands de très modeste condition. Pour eux, et particulièrement au Faubourg Saint-Antoine, à Corbeil et à Puteaux, les pasteurs Louis Meyer, Jean-Louis Vallette et Jean-Jacques Hosemann créent en 1843 une Mission évangélique parmi les Allemands de Paris. Dès 1845, la Mission se préoccupe d'ouvrir de nouveaux lieux de culte à Gentilly et à La Chapelle Saint-Denis et distribue abondamment Bibles et traités religieux.

Avec l'annexion à Paris, en 1860, des villages limitrophes, le champ d'action s'élargit encore et bientôt des oratoires et des écoles sont ouverts à Vaugirard, à La Villette, à Montmartre, à La Maison Blanche, au Gros-Caillou, tous lieux qui verront, avant la fin du siècle, la construction d'églises et la constitution de paroisses (ce sont aujourd'hui La Résurrection, Saint-Pierre, Saint-

Paul, La Trinité, Saint-Jean). Des initiatives semblables sont menées à Gisors, à Bourg-la-Reine, à Elbeuf et à Bolbec. Le travail commencé au Havre porte très tôt du fruit, à tel point que le Consistoire y nomme un pasteur alsacien, Müntz, qui y aura sa résidence. Le pasteur Cuvier note dans son journal, à la date du 28 avril 1846, que « la population sédentaire du Havre et des environs se compose en très grande partie d'Allemands qui, faute de moyens, n'ont pu passer en Amérique et se sont fixés dans ces lieux où ils exercent diverses professions et travaillent partout dans les manufactures. Leur nombre paraît être de 800 à 1.000 individus » [4].

Développement des paroisses et construction de nouvelles églises

Quand ils avaient lancé les œuvres d'évangélisation, le souci majeur des pasteurs avait été l'instruction religieuse et l'encadrement de la jeunesse. Écoles, orphelinats, pensionnats de jeunes filles, maisons des apprentis et des jeunes ouvriers, salles de lecture, sont les supports principaux de la Mission. La duchesse d'Orléans, des princes et des princesses d'Europe et même la reine Marie-Amélie, et plus tard l'impératrice Eugénie, soutiennent financièrement ces institutions avec les notables des Églises réformées et luthériennes de Paris et de province. D'autres œuvres contribuent au témoignage



Le cloître des Billettes

chrétien dans la capitale : ce sont les asiles pour vieillards et les nombreuses associations de bienfaisance, dont celle créée par la fille du savant Cuvier en 1825.

C'est ainsi que sont nées les paroisses créées dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle dans des quartiers où la population, souvent nombreuse, forme des ensembles à part (par exemple : militaires et fonctionnaires de l'administration impériale au Gros-Caillou, ouvriers ébénistes au Faubourg Saint-Antoine...). Les pasteurs recherchent les chrétiens luthériens, les rassemblent en semaine pour des réunions d'évangélisation et le dimanche pour le service divin, s'intéressent à leurs enfants et à la formation spirituelle et professionnelle des jeunes gens.

Les instituteurs enseignent le français, mais on célébrera longtemps, même après 1870 les services en langue allemande, sur les postes missionnaires comme dans les paroisses. En 1901, il y a encore un culte en allemand chaque dimanche aux Billettes, à Saint-Marcel, à La Villette, aux Batignolles (rue Dulong, aujourd'hui L'Ascension), et les premiers dimanches du mois et les jours de fêtes à La Résurrection.

Dans le christianisme français du XIX^{ème} siècle, l'Église luthérienne de Paris tient un place singulière. Ses pasteurs publient des catéchismes, des recueils de cantiques, de sermons, qui, presque tous, révèlent un fort attachement à la tradition, à la Confession d'Augsbourg, à certaines formes de piété, en un mot à l'orthodoxie luthérienne.

Plusieurs éditions du « Petit Catéchisme » de Luther et beaucoup d'ouvrages d'édification ou de doctrine paraîtront sous leur autorité. Cela leur donnera la réputation d'être plus orthodoxes que leurs collègues de province, et le soutien déclaré de Meyer et Hosemann au pasteur Horning, champion de l'orthodoxie

en Alsace, est significatif à cet égard. Pourtant, quelques-uns ont d'abord servi en Alsace (Goepp), à Montbéliard (Kuhn) ou dans l'Église réformée (Hosemann), mais ils ont fait choix d'un luthéranisme confessant et les fidèles les suivent volontiers comme on le vérifie dans l'engagement de plusieurs laïques du Consistoire (Léon de Bussière prend position dans le choix des professeurs de Strasbourg).



Général comte
WALTHER
(1761-1819)

L'Église luthérienne de Paris : une place originale dans le monde protestant

De bonnes relations sont cependant entretenues avec les réformés. Le pasteur Jean Henry, venu de Berlin en 1814, pour récupérer les œuvres d'art du roi de Prusse, est très étonné qu'à deux reprises, on lui préfère le luthérien Boissard pour prêcher à l'Oratoire du Louvre en l'absence du pasteur Marron [5]. Luthériens et réformés se retrouvent, dans une période qui, hélas, demeure trop brève, au Conseil protestant que réunit autour de lui le ministre Decazes en 1819 et 1820. Ensemble, ils créent et font grandir les Sociétés bibliques et les Sociétés de missions. Des lieux de culte sont desservis en commun et à tour de rôle, comme à la paroisse des Batignolles-Monceaux, fondée en 1834. Et toutes les cérémonies importantes de l'une et l'autre confessions se font en présence des représentants de l'Église sœur.

Cette proximité fraternelle, dans la délégation auprès des autorités civiles, dans l'accueil réciproque lors de célébrations solennelles et surtout au sein des œuvres, n'altère en rien la fidélité de l'Église luthérienne à sa doctrine, à sa liturgie (si heureusement restaurée au siècle suivant) et à sa piété.

Combien il est touchant aussi qu'elle ait voulu garder mémoire de son passé ! Gustave Reichard, en 1867 et Henri Lambert en 1884, publient chacun



Général comte RAPP
(1771-1821)

une notice historique sur l'Église de la Confession d'Augsbourg de Paris. Charles Kobler, en 1885, donne une étonnante statistique, jamais égalée, des mariages célébrés depuis le XVII^{ème} siècle. En dépouillant les registres dont il avait la garde, l'érudit sacristain des Billettes a recensé, classé et commenté les 15.349 mariages durant deux siècles de présence luthérienne à Paris. Il y a enfin la collection des monographies paroissiales, comme celles de Bon-Secours, la première en 1896, la seconde présentée au synode de 1907, par le pasteur Frédéric Dumas. Toutes ces publications, largement diffusées, avec les nombreuses brochures de sermons des pasteurs, prouvent suffisamment que la mémoire des bénédictions que Dieu avait accordées à son peuple était entretenue avec reconnaissance et que l'on s'efforçait de la transmettre aux jeunes générations.

L'Église unanime a commémoré avec assurance les tricentenaires de la Réformation (1817), de la Confession d'Augsbourg (1830), de la mort de Luther (1846), puis le soixante-quinzième anniversaire de l'inauguration des Billettes (1884) et

chaque année, la fête de l'Église, le dernier dimanche de novembre en souvenir de ce 26 novembre 1809, jour béni et si riche d'espérances qui ne furent pas déçues. Notre présence aujourd'hui, dans le concert des Églises et avec le désir de l'unité des chrétiens, atteste véritablement que le bon combat de la foi mené par nos pères a tenu et tiendra ses promesses, à cause du Christ.

Références

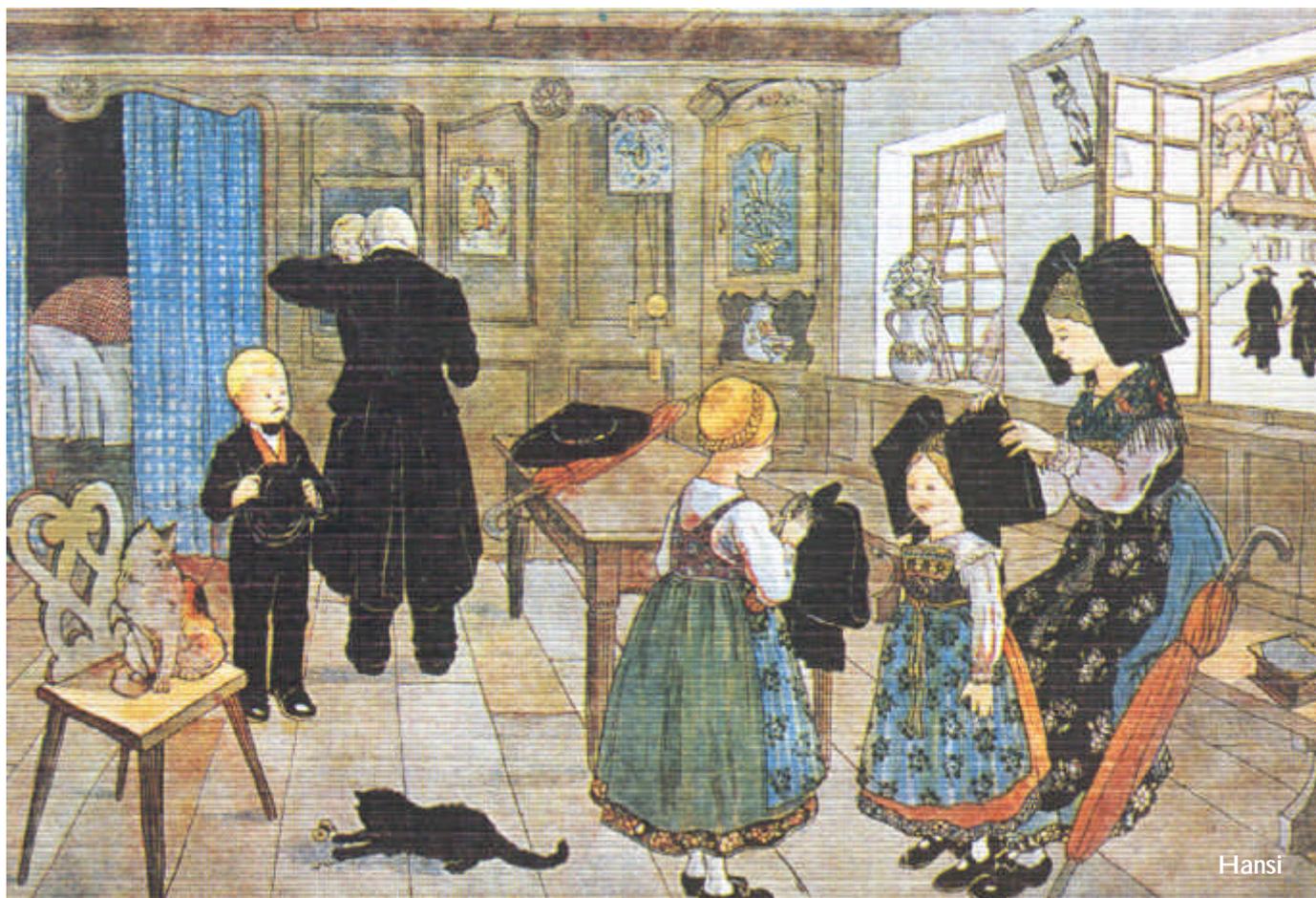
[1] Procès-verbaux du Consistoire, volume E, page 94, séance du 30 janvier 1846 (archives de l'Inspection ecclésiastique de Paris)

[2] Sur cette question: « La Faculté de théologie et le séminaire protestant de Strasbourg 1803-1872 » par Ch. Th. Gérold, Strasbourg 1923, pages 230 et suivantes

[3] « On n'a jamais pu se fixer sur le nombre des protestants de France » (États de population des Églises protestantes en France, 1815). « M. Coquerel croit que les luthériens ne sont que 8.000 (en 1832) » (circulaire du ministre, décembre 1843). Fonds Pelet de la Lozère manuscrit 383 de la Bibliothèque de la Société de l'Histoire du Protestantisme Français

[4] Journal du pasteur Rodolphe Cuvier 1843-1847, manuscrit (archives de l'Inspecteur ecclésiastique de Paris)

[5] « Journal d'un voyage à Paris en 1814 » par Jean Henry, Paris 9001, pages 96 et 113





Pause de Midi à la Maison de Retraite Protestante de la Muette

Si la Bible, en différentes circonstances, nous évoque ce qui peut se produire autour d'un repas, il est juste de ne pas passer sous silence celui qui nous a réunis pour le déjeuner dans le cadre agréable de la Maison de Retraite Protestante de la Muette où, à côté d'un grand jardin, on est surpris de voir grandir dans ce coin de Paris quelques beaux arbres fruitiers. Nous fûmes là une soixantaine à entourer nos amis alsaciens.



Pendant les mois qui ont précédé ce colloque, plusieurs de nos invités nous avaient aidés dans la préparation de cette journée, en particulier les présidents d'associations alsaciennes, les personnalités chargées des affaires culturelles au ministère ou dans les mairies des XI^{ème} et XII^{ème} arrondissements, les responsables de nos Églises, sans oublier tous ceux qui, dans la paroisse de Bon-Secours, ont pris à cœur de tout faire pour que ce jour se déroule sous les meilleurs auspices. Nous eûmes également le plaisir de compter parmi nous Sœur Évangéline, prieure de la Communauté des Diaconesses de Reuilly et Monsieur le curé Luc de Saint-Basile qui nous a apporté, au fil des années, son amitié fraternelle lors de nos rencontres avec les paroissiens de Sainte Marguerite.

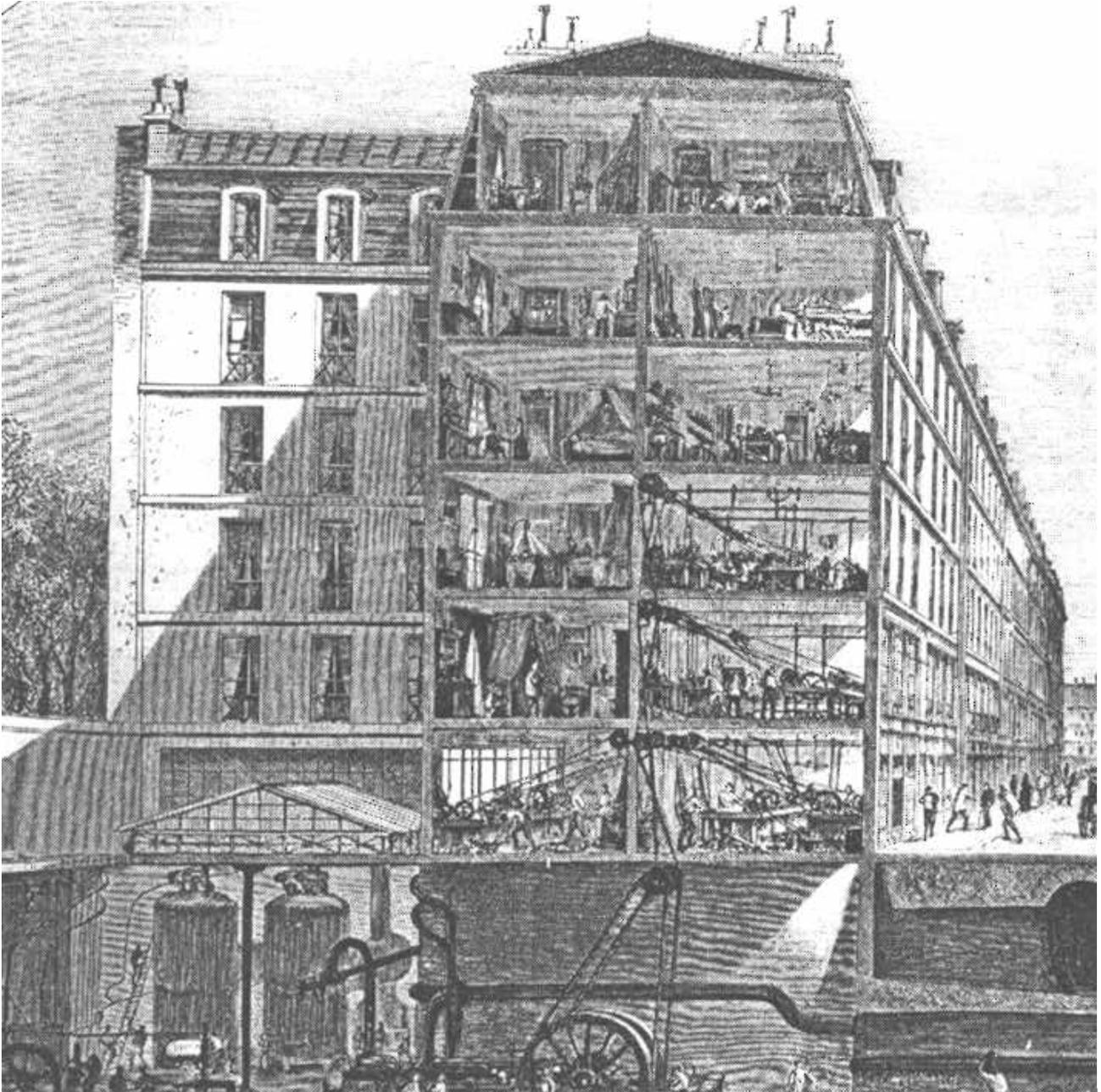


Ce déjeuner fut aussi une occasion de fêter le Faubourg Saint-Antoine, puisque le doyen des ébénistes du Faubourg, Monsieur Laurent Azzano, qui est aussi un écrivain de talent, se trouvait parmi nous.

Cet accueil chaleureux, cet excellent repas, arrosé bien entendu de vin d'Alsace, nous le devons au Directeur de la maison de retraite, Monsieur Bernard Massias qui fut longtemps pasteur à Strasbourg puis à Rothau, ainsi qu'à son épouse, originaire de Châtenois. Nous adressons à l'un et à l'autre nos plus vifs remerciements pour ces agapes fraternelles.



Monsieur et Madame Massias



Rue des Immeubles Industriels : coupe d'un immeuble, avec la force motrice au sous-sol, les ateliers dans les étages intermédiaires et les logements des familles ouvrières dans les étages supérieurs



Le monde du travail au Faubourg Saint Antoine

par Alain Faure (*)

J'ai consacré mes recherches à l'histoire du travail et des travailleurs dans Paris et dans ses banlieues au XIX^{ème} siècle. Mon propos sera donc centré sur cette période, mais nous serons amenés, sans doute, à évoquer la continuité de l'histoire du Faubourg Saint-Antoine, de l'époque moderne à nos jours.

Géographie du Faubourg Saint-Antoine

À titre introductif, je voudrais préciser les choses sur le plan géographique ou plus exactement topographique. Aujourd'hui, lorsque l'on parle du Faubourg Saint-Antoine et que l'on dit : « Je vais au Faubourg Saint-Antoine », ou « C'est au Faubourg Saint-Antoine », cela signifie de façon coutumière cet ensemble très vaste de quartiers s'étendant de la Bastille - où se trouvait l'ancienne Porte Saint-Antoine - à la Place de la Nation (anciennement Place du Trône).

Tous ces quartiers se sont développés autour d'une sorte de patte d'oie urbaine qui s'est constituée autour de la rue du Faubourg Saint-Antoine, véritable axe du système. Le bras nord est représenté par la rue de la Roquette. Il est doublé par la rue de Charonne, qui s'embranche à 100 mètres de la Bastille sur la rue du Faubourg Saint-Antoine. Cette voie traverse le quartier Sainte-Marguerite dans le XI^{ème} arrondissement. La rue de Charenton, qui traverse le XII^{ème} arrondissement, représente la

branche sud de la patte d'oie. On identifie le faubourg à l'industrie du meuble, mais c'est aussi un quartier chargé d'histoire, de réminiscences et d'images révolutionnaires parcourant le temps depuis 1789, et même avant, jusqu'en juin 1848, avec la sanglante répression de Cavaignac. Mais le Faubourg historique, qui remonte à Henry IV, guère avant, est plus vaste puisqu'il incluait le quartier Popincourt et le bas de Ménilmontant. Sous la Révolution, cet ensemble comprenait, estime-t-on, 40.000 à 45.000 habitants.

À l'aube du XIX^{ème} siècle, les faubourgs Saint-Antoine, Popincourt et le Faubourg du Temple sont fondus dans de nouveaux cadres administratifs. À partir du découpage de Paris en 1860, quand eut lieu l'annexion de la banlieue mitoyenne, le quartier du Faubourg Saint-Antoine se répartit, de part et d'autre de la rue du Faubourg Saint-Antoine, entre les XI^{ème} et XII^{ème} arrondissements.

Le quartier Popincourt, dans la partie nord du XI^{ème} arrondissement, se dissociera du Faubourg Saint-Antoine et connaîtra une évolution industrielle différente, mais qui avait commencé bien avant le XIX^{ème} siècle, sous l'Ancien Régime. Il deviendra une cité du métal, en osmose d'ailleurs avec le Faubourg. Au nord, le Faubourg du Temple et le quartier de la Folie-Méricourt deviendront une vaste usine de transformation du métal, peut-être la première en France en nombre d'entreprises et en nombre d'ouvriers, bien avant certaines communes de banlieue dont on parle beaucoup. Par contre, le

(*) Ingénieur de recherche sur l'histoire sociale de Paris à l'Université de Nanterre et auteur d'ouvrages sur l'histoire sociale de Paris.

Faubourg Saint-Antoine, au sens restreint du mot, va se spécialiser dans le meuble, plus qu'aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles.

C'est sous l'Ancien Régime, au XIX^{ème} siècle, que se produira cette spécialisation industrielle. En dehors de l'ameublement, toutes sortes d'autres entreprises s'étaient développées. Je fais, par exemple, allusion à la fabrique de papiers peints Réveillon installée rue Titon sur l'emplacement de la Folie-Titon, lieu en relation avec l'histoire de votre paroisse. Je pourrais aussi vous citer les filatures de Richard-Lenoir, 99 rue de Charonne où fut implanté votre premier lieu de culte dans le couvent Notre-Dame-de-Bon-

Secours. Il y a bien d'autres exemples de grandes entreprises à cette époque. Ainsi, sous l'Ancien Régime, la bonneterie (les métiers à tisser les bas) s'était beaucoup développée dans le quartier. Il y avait aussi des ateliers de poterie et de céramique. Toutes ces activités ne disparurent pas au XIX^{ème} siècle, mais elles quittèrent progressivement le Faubourg, submergées par le développement de l'ameublement dont la domination devient alors très réelle. J'en veux pour preuve une liste de mars 1862, établie par la police, des principaux ateliers du quartier. On constate que dans le seul quartier Sainte-Marguerite, les 3/4 des entreprises et 80% des ouvriers sont spécialisés dans l'ameublement et les industries annexes. Certes, la totalité des industries n'est pas prise en compte dans ce document, mais la domination du meuble y est impressionnante tant en ce qui concerne les patrons que leurs ouvriers.

Organisation de la production au XIX^{ème} siècle

C'est un sujet complexe. Le fil conducteur que l'on peut suivre est peut-être celui de la production, c'est-à-dire, en fait, du marché. Il faut savoir que le Faubourg Saint-Antoine a



Une cour typique du Faubourg. L'atelier de dorure Huber se trouve sur la droite

produit toutes sortes de meubles, non seulement du beau meuble fabriqué par des ébénistes de renom, du mobilier qui vaut aujourd'hui des fortunes dans les enchères, ou qui est conservé dans les châteaux ou en garde-meuble, mais également des meubles courants

beaucoup plus nombreux quantitativement. Ce mobilier se fabriquait à l'avance et attendait le client. Le niveau des ventes de ce mobilier courant dépendait évidemment de la conjoncture du moment, mais son marché tendait à devenir de plus en plus étendu. Par conséquent, à côté du meuble de luxe, le meuble bon marché a pris une place croissante. Cette segmentation du marché va avoir des répercussions sur l'organisation du travail et les modalités techniques de la production, sans toutefois qu'il y ait un strict automatisme.

Il ne faut donc pas s'imaginer que le Faubourg a toujours été peuplé d'artisans voués « à la belle ouvrage », produisant des merveilles pour décliner ensuite à cause de la raréfaction de la clientèle ou du développement du meuble d'usine. Cela n'est qu'une vérité partielle, car de tous temps, la production du meuble courant fut dominante.

Production de luxe et organisation dans les ateliers : critères de l'artisan qualifié

La production de luxe, celle qu'on connaît le mieux, donne le « la » de l'organisation. Par production de luxe, j'entends le meuble de commande, le meuble pour le marché riche quel qu'il soit. Je ne rentrerai pas dans les détails : c'est le domaine des expositions universelles et de la clientèle internationale qui peut passer des commandes aux grands fabricants, aux grands ébénistes du Faubourg. D'ailleurs, ce meuble de luxe n'est pas produit qu'au Faubourg, loin de là, mais il y est présent et très important.

Il faut bien comprendre que cette production de luxe ne se fait pas et ne s'est jamais faite en petit atelier. C'est le grand atelier qui produit le meuble de luxe et non le meuble courant. Un grand atelier signifie exactement quoi ? C'est assez difficile à préciser et cela exige des sources fiables. On peut admettre qu'un grand atelier peut déjà se concevoir sous l'Ancien Régime et qu'à partir de 10 établis, on peut parler d'un grand atelier. Au XIX^{ème} siècle, un grand atelier est celui qui comprend de 20 à 40 établis, avec autant d'ouvriers, plus les manœuvres et les ouvriers secondaires qui peuvent graviter autour, mais un grand atelier peut aussi comporter 50, 60, mais rarement plus de 100 ouvriers.

Le grand ébéniste, fabriquant du meuble de luxe, assurant une production de grande qualité, quel que soit son renom, aura aussi dans ses magasins, au Faubourg ou ailleurs, des meubles de très bonne facture (de qualité bonne ou moyenne), moins chers que les meubles de commande. Ils sont présentés pour montrer qu'il a du stock, car il a besoin de vendre aussi ce genre de meuble.

Sous le Second Empire, on peut évaluer à 100 ou 150 le nombre des entreprises travaillant selon cette définition. Le nombre d'ouvriers ébénistes travaillant dans ces ateliers est difficile à évaluer. On peut l'estimer à la fin du Second Empire ou au début de la Troisième République à 3.000 ou 4.000, ce qui représente malgré tout une minorité dans le Faubourg parmi les travailleurs du meuble.

La grande différence entre l'ouvrier qualifié et celui qui ne l'est pas est que seul le premier sait travailler à partir du plan d'un meuble qu'il doit savoir dessiner. En pratique, on ne le lui demande pas toujours, car ce travail de haute qualification est, en général, réservé au patron ou au contremaître, mais, en principe, un ouvrier ébéniste doit savoir fabriquer n'importe quel type de meuble sur plan.

Il y a d'ailleurs des ressemblances techniques évidentes entre certaines étapes du travail de l'ébéniste et le travail réalisé dans certains secteurs du bâtiment. Ainsi chez les charpentiers, l'ouvrier qualifié est celui qui sait suivre un plan. Ce système a beaucoup de conséquences sur les modalités du travail et l'organisation de la production, dans la mesure où les ouvriers ne sont pas payés à l'heure, mais aux pièces, ce qui au Faubourg a une signification bien précise en ce sens qu'ils sont payés à la tâche. Il y a donc une entente où le patron impose son prix : « J'ai une commande de Monsieur X..., il me demande une bibliothèque à livrer dans quinze jours, voilà le bois, voilà le plan, faites la bibliothèque et je vous paierai 50 francs ». C'est un système d'organisation du travail qui est particulier mais qui se retrouve dans certaines professions très qualifiées, par exemple, je crois, dans l'industrie du cuir. Cela a des avantages comme des inconvénients. Des avantages dans la mesure où l'ouvrier reste autonome dans son travail. Il est relativement libre de ses heures. Certaines sources du Second Empire nous apprennent que quelques ateliers sont ouverts jour et nuit, ce qui permet à l'ouvrier de gérer son travail comme il l'entend à condition de respecter les délais. Le système a aussi des inconvénients que nous verrons dans un instant.

Grèves et conflits

Certaines grèves sont restées célèbres dans le Faubourg, lorsque des patrons, un peu « modernistes », sous la monarchie de Juillet, voulurent imposer une discipline notamment pour les heures d'entrée et de sortie à l'aide d'une sonnerie de cloches. Lorsque Krieger, au 74 rue du Faubourg Saint-Antoine, a fait sonner ses cloches pour la première fois, tous les ateliers aux alentours se sont vidés et il y eut une protestation quasi-unanime qui



Atelier de dorure Huber, Jean-Pierre Boulcourt de Colmar se trouve au centre

obligea Krieger à retirer sa cloche. Il y a donc un avantage sur le plan de l'autonomie dans le travail, mais ce dernier est dominé par des rapports de force entre l'artisan ouvrier et celui qui fixe le prix de la « mise en train ». Celle-ci correspond justement au prix convenu entre le patron ou le contremaître et l'ouvrier. Évidemment, s'il y a concurrence entre ouvriers, le patron peut imposer des prix relativement bas et, en cas de malfaçon ou si les matériaux fournis sont de mauvaise qualité, l'ouvrier est obligé de passer du temps pour corriger les défauts de l'ouvrage. D'où des contestations, vous vous en doutez, constantes. Et lorsque le mouvement ouvrier dans ces ateliers est fort, lorsqu'il y a de très grosses commandes, lorsque le patron est pressé, et qu'il faut vraiment travailler dur, il s'en suit une discussion collective sur la « mise en train ». À ce moment, « le noyau » de l'atelier se réunit et ses membres négocient avec le patron ou le contremaître pour le prix de cette « mise en train ». Il s'agit évidemment, dans l'esprit des ouvriers, d'assurer une sorte de salaire minimum calculé selon un taux horaire de fait, qui permette de vivre ; il y eut des circonstances où

les ouvriers ont pu imposer leur salaire minimum. À la suite des grèves dures de 1880 et 1882, qui ont duré quelques mois, le patronat de la rue de la Cerisaie (de l'autre côté du bassin de l'Arsenal) a dû accepter la discussion avec ces conseils d'atelier. Ces conseils d'ateliers n'étaient certes pas des Soviets, mais bien des réunions formalisées d'ouvriers, avec lesquelles le patron devait négocier pour la fixation de la « mise en train ». Ces pratiques ont été ensuite balayées par la crise économique des années 1880-1890. On se trouvait là dans un milieu ouvrier très particulier, non représentatif de l'ensemble du Faubourg, mais qui existait bien et qui a pu jouer un grand rôle.

Lorsqu'un meuble est pris en charge par un ouvrier ébéniste dans l'atelier d'un patron du luxe, la totalité de la fabrication n'est pas forcément réalisée sur place. En effet, tous ces ateliers ne disposaient pas systématiquement de la force motrice nécessaire, ni de toutes les machines indispensables : tours, dégauchisseuses, toupies ou différents modèles de scies mécaniques. Fréquemment, il fallait se rendre dans une usine ou

une fabrique où l'on pouvait louer à bail « une loge », où se trouvait l'arbre moteur animé par des courroies de transmission à partir de la machine à vapeur, souvent située dans le sous-sol de l'établissement. L'ouvrier ébéniste pouvait ainsi brancher son outillage mécanique sur cette force motrice. On trouve encore un exemple de ce système à deux pas d'ici, rue des Immeubles Industriels (fig. page 32).

« Patronat de service » et façonniers

Il y avait aussi, dès la Restauration ou la Monarchie de Juillet, de grands établissements spécialisés dans divers types de sciages, en particulier le sciage de haute précision, destiné à trancher des feuilles très minces dans des pièces de bois d'essence précieuse, destinées au placage et à la marqueterie. Ces établissements faisaient le travail qu'on leur demandait ou bien louaient leur matériel.

Le travail du bois par l'outillage mécanique était donc assuré par un patronat spécialisé. Il y avait ainsi au Faubourg un va-et-vient continu de pièces de bois en cours de façonnage ou de meubles en cours de fabrication par les scieurs, tourneurs, canneleurs ou toupilleurs... bref par tous ceux qui effectuaient les travaux mécaniques élémentaires.

Le chef d'entreprise de l'atelier de luxe fait fréquemment appel à ce patronat de services qui s'en tirera plus ou moins bien, avec son équipe d'ouvriers, mais il peut aussi faire appel à un façonnier. Ce dernier, ouvrier ébéniste relativement autonome, est propriétaire de ses outils et il prend en charge, avec le bois fourni par le patron, la fabrication du meuble en suivant le plan imposé. Il fabriquera donc son meuble dans l'atelier de son patron mais rien n'interdit qu'il fasse son travail chez lui : on poussera un peu les meubles personnels s'il y en a, pour placer un établi, travailler le bois et monter le meuble commandé. Ces façonniers appartiennent « au noyau » de l'atelier, la partie permanente et la plus qualifiée, qui comprend par exemple une vingtaine

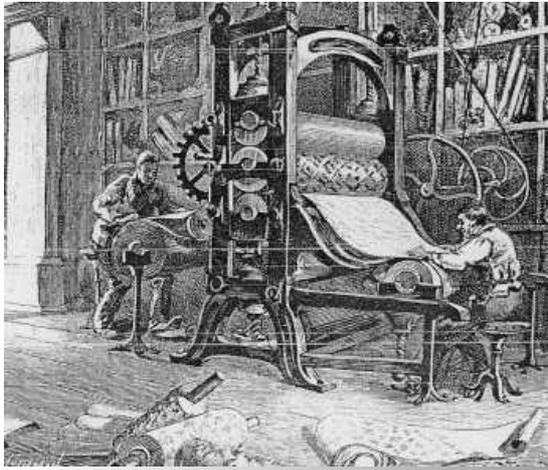
d'ouvriers, mais parfois plus, jusqu'à trente ou quarante, on l'a vu.

Être façonnier à domicile a bien sûr des avantages. C'est une liberté acquise, mais en contrepartie, le patron, quand les rapports de force sont de son côté, peut refuser le prix de la « mise en train » proposée par l'ouvrier, en prétendant qu'« il y a d'autres façonniers qui font cela pour moins ». Que cela soit vrai ou faux, peu importe. Par contre, les prix généralement inférieurs demandés par les façonniers vont peser sur les salaires des ouvriers en atelier, d'où une source de conflits entre ouvriers d'atelier et façonniers.

J'en veux pour preuve un texte datant de 1867, extrait des rapports rédigés par les ouvriers ébénistes lors de l'Exposition Universelle de 1867. C'est un délégué ébéniste qui parle des façonniers : « Le façonnier emploie souvent dans son travail des ouvriers à la journée, dont il tire naturellement le plus de profit possible et il parvient souvent à fabriquer les meubles au même prix que l'ouvrier aux pièces dans l'atelier. Les façonniers font ainsi, au préjudice de l'intérêt général des travailleurs, le sacrifice de leur loyer, de leurs outils et de leurs fournitures ».



L'atelier familial : un ouvrier du bois et sa famille
au début du XX^{ème} siècle



Fabrique de papiers peints

Précisons que les travaux des délégués ouvriers et leurs rapports publiés ont un grand intérêt pour l'histoire de l'ameublement. Cette terrible surenchère entretenue par les patrons empêche donc l'augmentation des salaires des ouvriers en atelier et cependant, continuait le délégué, « le travail à domicile est l'ambition permanente de l'ouvrier aux pièces : être chez soi et travailler librement ! » On voit donc toute l'ambiguïté du processus qui peut avoir des effets pervers, mais tous les ouvriers en rêvent, car c'est bien là une liberté supplémentaire. Selon certains textes, on comprend que cette modalité du travail s'apparente à une forme de retraite pour de vieux ouvriers, qui sont restés en bons termes avec leurs patrons qui apprécient et connaissent bien leurs capacités professionnelles. Le patron leur donne ainsi régulièrement du travail à faire à domicile, souvent à des prix inférieurs, mais cela leur permet de vivre à l'âge de la vieillesse. Il peut s'agir, au contraire, de jeunes très qualifiés, pleins d'ambition qui s'installent, souvent d'ailleurs des immigrants. Ils acceptent cette forme de travail dans l'espoir de se faire une clientèle et de s'installer à leur compte. C'est une situation bien ambiguë.

La production courante

J'en arrive au secteur de la menuiserie et de l'ébénisterie du meuble courant. Il ne semble pas que l'organisation de cette production ait été influencée par la révolution technique qui eut lieu dans les années 1880, où l'on constata le recul important du placage par rapport au sculpté.

Le meuble courant ne se vend pas à la commande. En fait, il concerne tout l'ameublement, sauf le meuble de luxe. C'est donc un marché très vaste qui occupe la majorité des travailleurs du Faubourg. Le petit atelier du Faubourg, il est là, non dans le meuble de luxe, mais dans le meuble courant. On inclut parfois dans ce secteur « les ateliers familiaux », ce qui est contestable car ces petits entrepreneurs ont aussi des ouvriers. Ce n'est donc pas aussi « familial » que cela, même si l'épouse du patron y travaille également. Quel est le chiffre de la population travaillant dans ce secteur ? On pourrait dire qu'en gros, sous le Second Empire, ce contingent, comprenant les ouvriers, les apprentis, les aides familiaux et le patron lui-même, pourrait s'élever à 12 ou 15.000 personnes ; c'est donc une autre échelle que la population travaillant dans les ateliers spécialisés du meuble de luxe (4 à 5.000).

Quel accès au marché a ce petit patron ? Il travaille d'abord pour le grand ébéniste, puisque le grand ébéniste a besoin de disposer d'un stock vis-à-vis de sa clientèle, pour montrer aux clients des magasins remplis de meubles. Il ne les fabrique pas lui-même et s'adresse, en général, à ces petits patrons qui fabriquent toujours pour eux le même meuble d'un bout de l'année à l'autre. D'un autre côté, ce petit patron tentera d'avoir sa propre clientèle. Son atelier ne débouche évidemment pas sur le Faubourg ou sur une voie commerçante, mais, en général, dans une cour où une certaine clientèle bourgeoise a encore l'habitude de se rendre, plutôt que dans un grand magasin pour acheter un meuble. À ce moment là, c'est tout bénéfique pour le patron qui peut avoir ou essayer d'avoir accès au marché. Cette clientèle-là n'est pas celle qui paie le mieux, mais elle lui achète directement, ce qui est essentiel pour lui. En fait, au fil des années, le petit patron va travailler de plus en plus pour les marchands.

Il y a toujours eu, dès l'Ancien Régime, des secteurs marchands au Faubourg. On les appelait des « marchands merciers » ou « tapissiers ». Au XIX^{ème} siècle, ce secteur marchand fait de simples revendeurs qui ont dans leur magasin, ouvert à tout venant, une panoplie de meubles, va devenir essentiel. Ce secteur prendra de plus en plus

d'importance au fur et à mesure de la massification de la clientèle. Ces petites entreprises d'ébénisterie ou de menuiserie courante travailleront de plus en plus pour ces marchands revendeurs qui, à la fin du siècle, prendront la forme de grands magasins spécialisés. Ainsi les « Galeries Barbès » qui datent de 1900. Mais, ce type d'entreprise débuta réellement à la fin du Second Empire avec « Le Vieux Chêne ». Le « Bazar de l'Hôtel de ville » a aussi commencé, à cette époque, à vendre des meubles puisés dans le Faubourg.

Certains de ces petits patrons sont des Alsaciens. En voici un qui, dès 1891, « sortira son épingle du jeu ». Il s'appelle Vogel et habite Cour Saint-Joseph. Il est spécialisé dans la table à rallonges pour salle à manger. Il a un magasin, disposé en deux grandes pièces, que fréquente une clientèle bourgeoise. Il écoule également sa production auprès des marchands fabricants, qu'ils soient ébénistes ou simples revendeurs. Il possède dix établis et cinq ouvriers : un Allemand, un Flamand, et trois Alsaciens. Alsacien, il préfère, dit-il, « embaucher ses compatriotes, pour leur exactitude, leur calme, leur obéissance, leur amour de leur intérieur et de leur famille ». Il a aussi deux apprentis, et le hasard fait que tous deux viennent de l'orphelinat de Bon-Secours qui dépendait de votre paroisse. Le Faubourg a toujours eu besoin d'un volant d'apprentis. Ce furent souvent des orphelins de père, de mère ou des deux. Alain Thillay nous apprend dans son ouvrage sur le Faubourg Saint-Antoine - allant des origines à l'Ancien Régime - que

beaucoup de contrats d'apprentissage ou d'allouage concernaient des jeunes orphelins. Cette main-d'œuvre est « à disposition » du patron et complètement corvéable, ce qui est évidemment avantageux pour la compression des prix de vente.

La trôle

À la fin du XIX^{ème} siècle, va apparaître un meuble bon marché mais de qualité de plus en plus médiocre : la « camelote » ou le « meuble ballon ». Que faut-il entendre par là ? Dans ces meubles, le placage était réputé si mince qu'il risquait de s'envoler et que le meuble lui-même pouvait se disloquer au moindre choc. Pourtant, aujourd'hui, apparaissant sur un catalogue, ils semblent de qualité honorable.

Ce secteur de meubles bâclés et de qualité fort médiocre, allait apparaître comme celui d'un sous-secteur patronal qui sera connu sous le nom de « trôle », pratiqué par les « trôleurs » ou les « choutiers ». Il y avait, du reste, beaucoup d'expressions pour désigner ce patronat pauvre et famélique, complètement dépendant des marchands et notamment des grands magasins et en général assez peu qualifié, souvent d'origine italienne. Il va se répandre d'ailleurs en dehors du Faubourg. Il se produira une sorte d'expansion du Faubourg par la trôle à la fin du XIX^{ème} siècle vers Charonne, vers Montreuil et dans Montreuil même. C'est là, d'ailleurs, que les premières usines de meubles vraiment autonomes verront le jour dans la Région Parisienne. Le petit patronat du Faubourg a servi, en somme, de relais vers le machinisme.

Je voudrais terminer en disant que ce que l'on observe, est une forme d'organisation très complexe de la production dont il ne faut pas oublier la dureté. Les conditions de travail sont extrêmement pénibles et marquées par l'exploitation des ouvriers, des jeunes en particulier, mais aussi par l'auto-exploitation patronale. Cette exploitation est due à l'organisation du travail, avec notamment ce système de la mise à son compte, qui représentait en même temps une chance pour l'immigrant.



La trôle



L'église de Lembach



L'Alsace au XI^e X^eme siècle

Contexte politique et
développement économique

par François Igersheim (*)

Restructuration administrative de l'Alsace au sortir de la Révolution

Au sortir de la Révolution, l'Alsace voit se mettre en place les structures administratives et politiques de l'ensemble des provinces de France. De nouvelles institutions s'y installent : préfetures à Strasbourg et à Colmar, sous-préfetures au nombre de quatre dans le Bas-Rhin et de trois dans le Haut-Rhin. Une Cour d'appel, qui renoue avec la tradition de la Cour Souveraine, s'installe à Colmar et des tribunaux dans les chefs-lieux d'arrondissement. Mais, contrairement aux autres départements de France et à son propre ancien régime, l'Alsace est dotée d'un évêché qui regroupe les deux départements : voilà déjà une originalité. A partir de 1802 vont se structurer le Consistoire supérieur luthérien, trois Consistoires réformés (Bischwiller, Sainte-Marie et Mulhouse) et à partir de 1808, deux Consistoires israélites : un dans le Bas-Rhin et un dans le Haut-Rhin. Enfin, pour l'enseignement, Strasbourg a la chance de disposer de plusieurs facultés (Lettres, Sciences, Droit, Médecine et la Faculté de théologie protestante, créée en 1819), des collèges quasiment dans chaque chef-lieu d'arrondissement (Saverne, Haguenau, Mulhouse, Colmar) et enfin - tradition maintenue du XVIII^eme siècle - des écoles primaires dans les communes.

Qu'y a-t-il de commun entre ces deux départements ? Il y a d'abord l'armée ; la division militaire a son commandement à Strasbourg et de grandes garnisons, dans ce qui est une région frontière. Puis la justice, avec ce ressort de Cour d'appel et les Églises, l'Église catholique et l'Église luthérienne.

Le « système français des notables » va alors se développer jusqu'en 1870. La notion de notable se retrouve en droit commercial et également dans le droit des cultes, en particulier dans les institutions consistoriales, qui sont des Églises protestantes ou la confession israélite, dans le droit administratif avec la participation des plus imposés aux décisions des conseils municipaux, dans le système politique enfin. Les notables, ce sont les citoyens les plus imposés, et a priori les plus riches.

Le système français des notables s'enracine en Alsace. Le système des pouvoirs français organise à partir de l'An XVIII, à partir du Consulat, la juxtaposition à chaque échelon d'un personnel nommé (préfets, sous-préfets, maires) et d'un personnel élu, ainsi que l'articulation des échelons de ce système. Préfets et députés sont liés à Paris, sous-préfets et conseillers généraux au chef-lieu départemental et au préfet. En effet, en 1833, date extrêmement importante, on a complété le réseau de pouvoir en instituant une géographie du pouvoir local avec la « cantonalisation » du Conseil général et des conseils d'arrondissements. Et le fonctionnement du

(*) Maître de Conférence d'histoire d'Alsace à l'Université Marc Bloch de Strasbourg et auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire politique de l'Alsace.

système des notables est celle du donnant-donnant : « Je te donne ma voix aux élections, tu recommandes mon fils, mon gendre, ou mon client pour la nomination aux positions de l'État », de la magistrature et jusqu'aux bureaux de tabac. Cela finit par créer des réseaux de clientèle et de solidarité extrêmement serrés, où se mêlent liens familiaux et liens d'intérêt. « La magistrature étend en

Alsace ses mille racines » écrit, en 1860, un Premier Président qui définit bien le système.



Réception des maires à Strasbourg par Napoléon III

Le corps électoral et son évolution

La période de 1815 à 1848 est celle de l'apprentissage du parlementarisme, celle du suffrage censitaire. Le mécanisme de désignation des députés est celui du scrutin d'arrondissement, par des collèges d'arrondissement - si peu nombreux (entre 100 et 400) que tout le monde se connaît. Les élections se déterminent largement par les parentèles et les clientèles. Les collèges des villes (Strasbourg, Colmar et Mulhouse) rassemblent une bourgeoisie protestante et catholique libre-penseuse, ouverte au libéralisme : ils votent volontiers pour des députés d'opposition (comme Benjamin Constant à Strasbourg). Par contre, dans les plats pays, extra-muros, les « ultras » ont leurs chances : les Zorn de Bulach ou les députés de Sélestat, ou d'Anthès à Colmar-extra-muros.

La Monarchie de Juillet, avec la présence au sommet de l'État de la protestante duchesse d'Orléans et au gouvernement de la personnalité de François Guizot - avec ses politiques intérieure et d'instruction publique réformatrices et sa politique économique et sociale conservatrice - entraîne un large ralliement des protestants d'Alsace. Le catholicisme libéral peut également

s'y épanouir sous la direction de Montalembert, qui a des répondants influents en Alsace, avec le nouvel évêque de Strasbourg, Monseigneur Raess, Alsacien très ouvert sur l'Allemagne rhénane, où il a fait une bonne partie de sa carrière, et surtout le député de Colmar extra-muros, Golbéry. Mais, de grandes familles catholiques

orléanistes se constituent également des fiefs politiques (et économiques) dans le Bas-Rhin : ainsi les Humann, avec le ministre des finances, son fils Théodore et ses alliés, les Saglio. Dans le Haut-Rhin, Colmar avec ses intérêts agricoles, tente de s'organiser face aux intérêts industriels de Mulhouse (les Koechlin, divisés entre conservateurs - André, et libéraux - Nicolas) et de Munster (les Hartmann). En 1847, aux dernières élections à la Chambre des députés, la Monarchie de Juillet semble fortement établie, même si elle est très contestée par une bourgeoisie libérale, qui organise, à Colmar et à Strasbourg, les banquets d'opposition.

La Seconde République et le suffrage universel

La Révolution Parisienne de Février balaie le régime. Elle se situe en pleine crise de subsistance : à la pénurie de céréales se combine une maladie de la pomme de terre. L'effondrement du pouvoir d'achat agricole entraîne également une crise industrielle (1847-1848). Le printemps 1848 est marqué par l'explosion des émeutes rurales : attaques et pillages des forêts, attaques sur les perceptions, attaques sur les Juifs (tous assimilés aux prêteurs d'argent à taux usuraires), dans ce qui sera la dernière et la plus violente explosion antisémite, qui fait écho aux persécutions anti-juives et anti-féodales de la Forêt-Noire et de Rhénanie, avant les pogroms des

années 1880. La République est donc synonyme de désordre : la bourgeoisie des villes et l'armée envoient dans les campagnes des colonnes mobiles qui rétablissent l'ordre, mais le feu couve sous la cendre tout au long de la période.

La pensée politique de l'époque s'était longuement posé la question : comment faire reposer le régime politique représentatif sur « les capacités » et pas seulement sur l'argent ? Le problème est désormais résolu : les constituants seront élus au suffrage universel masculin dans un scrutin de liste uninominal départemental. Les anciennes structures d'encadrement du suffrage se trouvent dépassées et dans un premier temps, seuls les partis radicaux avec leurs comités cantonaux parviennent, tant bien que mal, à mettre sur pied des listes uniques. L'Église catholique hésite sur son attitude, réclame d'abord la constitution de listes sur la base de la proportionnelle confessionnelle, puis présente sa propre liste, qui est battue en avril 1848. Dans le Bas-Rhin, les républicains modérés (ou « bleus ») l'emportent, alors que le morcellement plus grand du Haut-Rhin permet à une liste « blanche » (anciennement légitimiste) de figurer aux côtés de la majorité « bleue ». La répression des Ateliers Nationaux de Paris (juin 1848) a son répondant dans la fermeture des Ateliers Municipaux à Strasbourg et dans la répression qui l'accompagne, de même qu'à Mulhouse et dans le Haut-Rhin, où la crise a provoqué de grandes grèves. Le préfet républicain Fawtier a imposé la conciliation. Mais la population se détourne d'un régime « bleu », désormais impopulaire et s'abstient massivement aux premières élections cantonales et municipales au suffrage universel (juillet et août 1848). Alors que la bourgeoisie des villes soutient majoritairement la candidature de Cavaignac à la présidence de la

République, la masse des électeurs prend sa revanche contre les « bleus » en votant contre le candidat des notables et pour le candidat Louis-Napoléon Bonaparte, qui est élu Président de la République.

L'Alsace au cœur des mouvements sociaux européens

Sans majorité à l'Assemblée nationale, le nouveau Président de la République s'allie avec les orléanistes. Cette alliance avec « les aristocrates » est dénoncée par l'aile gauche républicaine qui constitue le parti démocrate socialiste ou « rouge ». Elle publie, à Strasbourg, Colmar, Mulhouse, des journaux : « Le Démocrate du Rhin » (« Rheinische Democrat ») ou la « Volksrepublik », dont le succès populaire est assuré. Aux élections de mai 1849 à l'Assemblée législative, les listes « rouges » se livrent à une intense propagande par de grands meetings populaires et se nourrissent de l'agitation qui parcourt l'Europe et la Rhénanie, avec les soulèvements nationaux et républicains en Hongrie, en Italie, en Allemagne. Elles remportent les élections, faisant des départements du Rhin des départements « rouges », sur le programme politique de la Montagne ou gauche française, qui ressemble à ceux de la démocratie suisse ou américaine, celui du petit paysan propriétaire. Les élus et cadres alsaciens du parti démocrate-socialiste veulent contraindre le pouvoir français à venir au secours des républiques rhéno-palatines et badoises, et provoquent des rassemblements, qui effraient le gouvernement



La cathédrale de Strasbourg
bombardée en 1870

qui croit à un embrasement révolutionnaire de toute la Rhénanie. Alors que du Nord, les troupes prussiennes écrasent, au nom de la Confédération germanique, les soulèvements rhénans allemands, un corps d'armée français occupe l'Alsace. La répression contre ce qui est alors dénommé « le parti allemand » se déclenche et les « rouges » sont contraints au silence.

Généraux et préfets du 2 décembre 1851 dans les départements du Rhin sont alsaciens : le général Waldner de Freundstein, les préfets West (Bas-Rhin), Durckheim de Montmartin (Haut-Rhin) combinent fermeté et habileté. La répression des commissions mixtes est très mesurée dans les départements du Rhin et le préfet West a assoupli le régime forestier pour les gens pauvres, qui continuent de subir une crise très sévère. Elle nourrit une vague d'émigration à motifs économiques (et politiques) très importante, qui n'est pas sans évoquer celle d'après 1870.

Évolution administrative et politique sous le Second Empire

Le Second Empire revient à l'encadrement par les notables. S'il a maintenu (et élargi) le suffrage universel, les candidats sont désignés par le gouvernement et pour la plupart des élections, il n'y a qu'un seul candidat. Le régime est revenu aux mécanismes du scrutin d'arrondissement à deux tours. Le personnel des députés auquel le régime bonapartiste a eu recours est celui de l'orléanisme, ainsi Renouard de Bussierre à Strasbourg et Hallez-Claparède à Sélestat.

La priorité est à l'économie. Le rattachement complet de l'Alsace au marché national est opéré par la révolution des chemins de fer, doublée par celle du télégraphe électrique, et par l'achèvement du réseau des canaux. Un préfet actif et travailleur Migneret, imité dans le Haut-Rhin, applique à la voie ferrée locale les recettes de la vicinalité, qui combinent financement départemental et corvées locales, et lance les premières liaisons ferrées locales. L'industrie connaît un essor prodigieux, absorbant une partie des excédents de population qui n'émigre

pas et développant dans le Haut-Rhin la filature et le tissage, la mécanique et la chimie, et dans le Bas-Rhin la fonderie, la construction mécanique et l'outillage, mais aussi les industries liées à l'agriculture : minoteries, brasseries, tanneries. Les traités de libre-échange avec l'Angleterre, l'Allemagne, la Suisse ouvrent les frontières à l'est, soumettant les industries à des concurrences parfois rudes (entraînant ainsi la délocalisation de la chimie).

La fréquentation scolaire se généralise et le taux d'alphabétisation des conscrits alsaciens est très élevé. L'école enseigne désormais le français et si la masse de la population continue de pratiquer l'alsacien et l'allemand, cette époque voit se dessiner déjà le phénomène que connaîtra l'Alsace à plusieurs reprises dans le siècle qui vient : la coexistence d'une jeune génération alphabétisée en une langue (les enfants) et d'une génération alphabétisée en une autre (les parents). Cela jouera un rôle important pour les départs de 1870-1871.

A partir de 1863, on assiste à un réveil politique. Les républicains, longtemps exilés, à présent amnistiés, se voient rejoindre par une jeune génération, qui fait son apprentissage « libéral ». Ils sont influencés par des personnalités comme Nefftzer, le Colmarien devenu directeur du « Temps », Charles Boersch et Auguste Schneegans du « Courrier du Bas-Rhin » ou encore l'avocat mulhousien Tachard et les industriels républicains Charles Kestner (de Thann), Risler de Cernay et Alfred Engel de Mulhouse. Leur programme est, dans un premier temps, celui de l'alliance avec l'opposition cléricale, dans la formule dite de « Tiers parti », qui inclut les libéraux catholiques comme les Lefébure et Viellard-Migeon, mais aussi les oppositionnels légitimistes comme Émile Keller. Cette opposition se réunit aussi en 1864 dans le manifeste dit de Nancy, qui réclame la décentralisation. Mais dès 1869, à Strasbourg et à Mulhouse réapparaissent des partis républicains radicaux, avec des anciens de 1848 comme Émile Kuss à Strasbourg, Charles Schmitt à Mulhouse.

Le bonapartisme réussit sa relève dans le Bas-Rhin, avec l'élection en 1869 de députés bonapartistes : les jeunes Zorn de Bulach, de Leusse, aux côtés d'anciens (Renouard, Coulaux).

Néanmoins, il doit composer avec les libéraux dans le Haut-Rhin : Lefébure, Vieillard-Migeon, Keller-Haas, et subir la défaite à Mulhouse avec l'élection de Tachard.

Approuvez-vous les réformes libérales ? Comment répondre non ? En Alsace, comme dans le reste de la France, le plébiscite de mai 1870 emporte une large majorité. Sur le plan de la politique intérieure, les bonapartistes interprètent ce succès comme le retour au pouvoir personnel de l'empereur Napoléon III et de ses partisans. Leur griserie les conduit à exiger une attitude offensive à l'égard d'une Prusse considérablement agrandie à la suite de la guerre contre l'Autriche de 1866, et qui se trouve à la tête d'une « confédération de l'Allemagne du Nord », en attendant de se rattacher toute l'Allemagne sauf les territoires des Habsbourg. Depuis 1866, l'Alsace redoute la guerre franco-allemande : elle sait qu'en cas de victoire allemande, elle sera inévitablement revendiquée par l'Allemagne. La réforme militaire française de 1867/1868 a échoué : les deux armées ne sont pas à égalité. La guerre déclenchée par l'imprudance des bonapartistes en juillet 1870 est vite tranchée par la défaite française, l'effondrement de l'Empire et la proclamation de la République.

Bismarck réclame dès le début de la guerre, l'annexion de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine. De septembre 1870 à février 1871, la France, à l'appel du gouvernement de la Défense Nationale, s'y refuse. Mais après que toutes ses armées aient été vaincues, elle s'y résigne. (Armistice du 28 janvier 1871). Pour les élections à l'Assemblée Nationale

française du 8 février 1871, les Alsaciens élisent des députés qui déclarent refuser une annexion accomplie contre le droit des Alsaciens à s'exprimer eux-mêmes, par plébiscite (référendum) pour ou contre l'annexion. Le 17 février, puis le 1er mars 1871, les députés protestent contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, qu'accepte la majorité de l'Assemblée Nationale française, réunie à Bordeaux. Le 10 mai 1871, l'Allemagne et la France signent à Francfort-sur-le-Main, le traité de paix : l'Alsace et la Moselle sont cédées à l'Allemagne.

L'Alsace-Lorraine, « un Reichsland »

A partir de la loi allemande de juin 1871 : les deux départements d'Alsace et la Moselle deviennent Pays d'Empire (« Reichsland ») : ils appartiennent à l'empire allemand récemment unifié. Les Alsaciens-Lorrains restent ensemble dans leurs anciens départements maintenus. Le droit français est maintenu comme "droit local" (jusqu'en 1900). L'école devient obligatoire, mais l'allemand en est la langue d'enseignement et le français n'est plus enseigné que quelques heures (1871). Puis, le gouvernement refuse aux Alsaciens un enseignement bilingue à partir de 1873 (sauf là où la majorité des personnes parle français). Le service militaire dans l'armée allemande devient obligatoire dès 1872. 130.000 Alsaciens choisissent de quitter l'Alsace pour ne pas devenir allemands, à l'occasion de l'Option (1871-1872).



En 1871, le gouvernement de l'Alsace est confié à un Ministère dont le siège est à Berlin, à un Président de province ou Président supérieur et aux préfets des départements. Les conseils municipaux des communes sont élus, mais les maires sont nommés par le gouvernement, comme du temps français. En 1873, les Conseils Généraux des départements sont à nouveau élus. A partir de 1874, l'Alsace-Lorraine élit des députés au Parlement de l'empire allemand, le « Reichstag ». Ces députés renouvellent devant le « Reichstag » la Protestation de l'Alsace (février 1874).

Mais une partie de l'opinion publique pense qu'il faut à présent tourner la page et que les Alsaciens doivent gouverner eux-mêmes le pays. On les appellera « autonomistes ». Ceux-ci obtiennent la création d'un Parlement Régional - le « Landesauschuss » ou Délégation (élus des Conseils généraux et des Conseils municipaux) - qui peut, à partir de 1879, voter les lois et le budget de l'Alsace-Lorraine.

En 1879, le Ministère d'Alsace-Lorraine quitte Berlin et s'installe à Strasbourg. On a donc introduit en Alsace, par rapport à toutes les régions françaises une spécificité extraordinaire ; elle va être, de 1871 (en particulier en 1879) jusqu'à 1918, un État doté d'un gouvernement, avec un siège à Strasbourg.

Le gouvernement, la fonction publique, la magistrature, l'armée sont allemands. Les Alsaciens n'appartiennent pas à l'élite dirigeante de l'Allemagne, comme c'était le cas en France. L'articulation du système des notables avec sa tête à Paris en un système qui descend jusqu'au dernier maire de village, est rompue. Les députés, élus au suffrage universel, peuvent bien aller à Berlin, mais sauf comme thermomètre politique, ils n'exercent pas de fonction majeure dans le système politique alsacien.

C'est le dialogue entre le gouvernement allemand d'Alsace-Lorraine et le Parlement alsacien-lorrain, fait d'élus des conseils généraux, qui joue le rôle central. Le gouvernement n'est pas responsable devant la chambre, mais celle-ci vote le budget et les lois. Certes, les députés sont dociles sur les grandes orientations : ils ont été triés au départ, par l'obligation d'un serment de fidélité.

Incontestablement, ceci va rapprocher le pouvoir de la région. La période de la protestation dure jusqu'à 1890.

A partir de 1890, lorsque les Alsaciens se rendent compte que finalement les Allemands sont là pour rester, la vie politique va changer. Et, c'est une structuration de cette vie politique, que l'on peut appeler quadripartite ou tripartite qui se met en place. La social-démocratie (le parti des ouvriers) s'est organisée la première, comme un parti de masse. Elle a récupéré l'électorat protestataire alsacien des villes, tout en affirmant que « notre protestation est sociale et pas nationale », et en y rassemblant ouvriers et salariés alsaciens et allemands. Elle s'organise avec un parti, des journaux, des meetings de masse, des manifestations, des syndicats ; ainsi, à partir de 1890, c'est un véritable défi pour l'autre organisation de masse de l'Alsace, l'Église catholique. L'Église catholique a été réintégrée dans le jeu politique par le choix qu'elle a fait, en 1873 et 1874, de rentrer dans la protestation nationale. Comme il y avait eu en 1874, pour les élections au « Reichstag », une pénurie de candidats laïques, elle présente des candidats prêtres, encore une originalité de l'Alsace. A partir de 1890, le parti catholique se réorganise comme un parti de masse devant le défi social-démocrate. Il domine dans les campagnes et la social-démocratie dans les villes.

Une troisième groupe politique, tantôt dirigé par sa droite et tantôt par sa gauche, réunit libéraux et démocrates. Son électorat populaire s'en est allé chez les socialistes. Mais, le libéralisme alsacien est modernisé par le protestantisme social et politique allemand de Naumann et Max Weber, qui a une foi très grande dans les vertus du parlementarisme et dans la possibilité, dans le débat parlementaire, de trouver un compromis entre les intérêts divergents. Les libéraux-démocrates admettent donc le langage de la lutte des classes utilisé par les socialistes mais croient qu'on peut arbitrer entre classes. Et ceci va être très important dans la culture politique urbaine, en particulier de Strasbourg où on arrive même en 1914 à des élections à la proportionnelle volontaire entre tous les partis. Voilà pour la gauche libérale, avec de nombreux pasteurs : le pasteur Georges Wolf, député au Landtag de Strasbourg, le pasteur Scheer, pasteur de l'église Saint-Étienne de

Mulhouse, et de grands administrateurs comme Rodolphe Schwander, maire élu de Strasbourg à partir de 1906. Quant à la droite, elle est représentée par le ministre Émile Petri, le député Riff de Strasbourg, ou encore le député Jean Hoeffel de Saverne. Eux voient d'un mauvais œil l'alliance avec les socialistes, que l'on passe en 1911 et 1912 (alliance dite du « Bloc des Gauches », ou « Grossblock ») et préfèrent l'alliance avec le parti catholique ou « Bloc Bourgeois » (« Burgerblock »). Ils font sécession, mais ne parviennent pas à réunir un électorat important. Ces partis politiques sont ceux qui s'expriment dans le cadre de la nouvelle constitution de 1911.

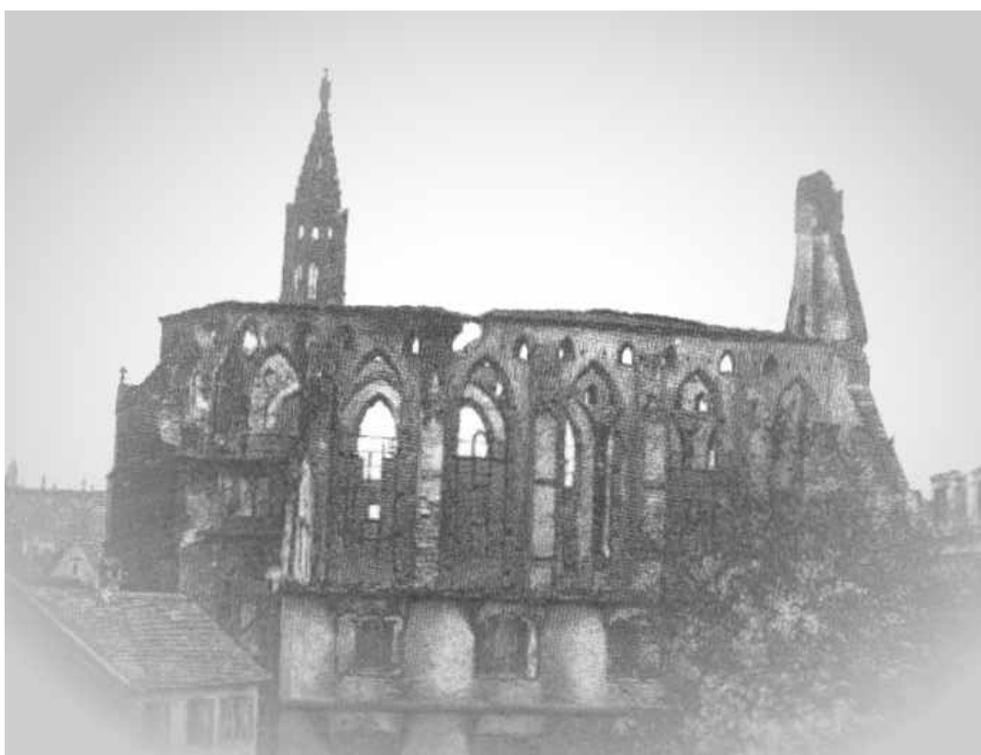
A partir de 1900, trente ans après l'annexion, le gouvernement allemand est prêt à laisser plus de libertés à l'Alsace-Lorraine. Les libertés de réunion, d'association, de presse et les libertés syndicales sont peu à peu accordées.

Votée par le « Reichstag » allemand, la Constitution alsacienne de 1911 fait de l'Alsace-Lorraine un « Land » de l'empire allemand, avec son parlement (le « Landstag » d'Alsace-Lorraine). Une des Chambres de ce parlement est élue au suffrage universel, l'autre nommée par l'empereur allemand ou par les grandes municipalités et

organismes (Églises, Universités, Chambres de Commerce) du « Land ».

Le parlement alsacien-lorrain vote obligatoirement toutes les lois et le budget de l'Alsace-Lorraine, mais le gouvernement d'Alsace-Lorraine est nommé par le gouvernement allemand de Berlin et ne dépend que de lui.

Exode rural massif, reconversion industrielle réussie, législation sociale d'un modèle d'état-providence en pointe sur tous les autres états industrialisés (assurance maladie, accidents, retraite, invalidité, chômage), alphabétisation massive (250.000 exemplaires de journaux diffusés par jour), socialisation largement ouverte vers l'Allemagne, (fédérations sportives, spectacles, fédérations confessionnelles), l'Alsace s'est profondément transformée. Son économie est désormais partie intégrante de l'économie allemande. Mais elle n'est pas encore bien acceptée par les Allemands, comme en témoigne l'affaire de Saverne, qui déclenche, dans l'opinion publique allemande, des réactions hostiles aux Alsaciens. L'Alsace a cultivé, avec les encouragements de la France, une culture spécifique et particulariste, dans sa langue. Voilà qui imposera d'innombrables précautions à la France, lorsqu'elle lui reviendra en 1918.



Le Temple Neuf à Strasbourg et sa précieuse bibliothèque, bombardés en 1870



Vieille maison à Bouxwiller



Le monde du travail en Alsace

par Nicolas Stoskopf (*)

Pour évoquer le monde du travail en Alsace, il est possible de partir sur les traces du docteur Villermé qui a visité, sous la Monarchie de Juillet, les grands centres industriels textiles français et a rédigé un rapport célèbre dans lequel il décrit notamment les conditions de travail et de vie des ouvriers mulhousiens.

Mais il y a une autre face, moins attendue et pourtant très typique de ce qu'il est convenu d'appeler le dualisme de l'industrialisation française : en marge de la grande industrie qui se développe en Alsace autour de Mulhouse et ailleurs de façon ponctuelle (De Dietrich), on assiste également, surtout dans le Bas-Rhin, à la prolifération d'une petite industrie qui mobilise peu de capitaux et beaucoup de main-d'œuvre. Ce « monde du travail » regroupe des familles d'agriculteurs qui occupent leurs temps morts et leurs bras sous-employés pour augmenter leurs revenus, des artisans ou des gens de métier (comme ceux du Faubourg Saint-Antoine), des chefs de petites entreprises (meuniers, tanneurs, brasseurs, etc.) et leurs ouvriers.

C'est à eux que je vais m'intéresser en montrant comment cette petite industrie a été une réaction collective de la population alsacienne face à une forte croissance démo-

graphique et une tendance à la paupérisation qui aboutit à un surcroît de travail.

Les menaces de surpeuplement rural

Dépeuplée à la suite des guerres du XVII^{ème} siècle, notamment de la Guerre de Trente ans (260.000 habitants, trente habitants au km² en 1700), l'Alsace a connu par la suite une vigoureuse croissance démographique par immigration et par accroissement naturel : Strasbourg mis à part, la population des campagnes triple de 1750 à 1850, époque où de nombreuses communes atteignent leur maximum historique de population. La disette de 1845-1846, qui se prolonge jusqu'à la fin du printemps 1847, se traduit par une forte poussée d'exode rural qui marque un coup d'arrêt à la croissance démographique des campagnes. La densité de population atteint alors près de 120 habitants au km², soit le double de la moyenne française.



Le monde rural alsacien : la tonte des moutons

La pression sur le sol est donc très forte ; elle entraîne le morcellement des exploitations (trois hectares en 1850) et des parcelles (les plus petites en France derrière le département de la Seine !), une progression des cultures aux dépens

(*) Maître de Conférence à l'Université du Haut-Rhin et auteur de nombreux ouvrages sur le monde du travail en Alsace.

de l'élevage et une nourriture plus végétarienne, la hausse du prix des céréales face à des salaires qui restent stables. Or ce sont aussi les couches pauvres de la population qui bénéficient le plus du recul de la mortalité, de la croissance des bouches à nourrir et de la pénurie de terres.

Ainsi, avant que ne se déclenche l'industrialisation, l'Alsace est devenue, en l'espace de trois ou quatre générations, une des régions de France et d'Europe où règne une des plus fortes pressions démographiques, comme le montrent la faiblesse des salaires agricoles, inférieurs de moitié à ceux du Bassin Parisien, ainsi que la faiblesse de l'écart entre les salaires de morte saison et de haute saison : 25% dans le Bas-Rhin contre 80% dans le Bassin Parisien.



Atelier de couture à Schiltigheim, fin du XIX^{ème} siècle

de l'agriculture sert davantage à faire croître le nombre des habitants qu'à faire progresser le niveau de vie. L'obtention de recettes élevées à l'hectare ne permet pas à la population de s'enrichir. Elle constitue plutôt une nécessité pour survivre et elle contribue à entretenir la croissance démographique, si bien que le revenu continue à diminuer dans la première moitié du XIX^{ème} siècle. Ainsi, en dépit de son caractère savant et soigné, l'agriculture alsacienne de 1850 parvient à une production par heure de travail qui est inférieure à la moyenne nationale. On constate une baisse de la productivité du travail agricole.

Autres indices de la paupérisation

De nombreux autres indices confirment cette idée d'une paupérisation dans la première moitié du XIX^{ème} siècle. L'Alsace est alors, avec les Pyrénées et le Massif Central, l'un des plus grands pôles français d'émigration. Elle est également, jusqu'en 1870, la région qui fournit à l'armée le plus grand nombre d'engagés volontaires et de remplaçants.

Les recherches d'histoire anthropométrique menées par les élèves de Michel Hau (et notamment Jean-Michel Selig) sur les conscrits montrent que l'Alsace est une des régions les plus touchées (après les Hautes-Pyrénées) par les carences liées à la malnutrition, que celles-ci concernent jusqu'à 50% des conscrits dans les cantons les plus pauvres (Villé, Sainte-Marie-aux-Mines) mais près de 40% dans la riche région du Kochersberg, à l'ouest de Strasbourg (dans les années 1820). Ces phénomènes régressent ensuite plus ou moins vite, d'abord dans le vignoble, plus tard dans les vallées vosgiennes.

« A contempler les villages dans la belle vallée (...), on ne croirait jamais avoir à ses pieds un pays aussi malheureux » écrivait Armand Audiganne en 1852. Il avait bien compris qu'une région pouvait être riche et ses habitants pauvres. Soit dit en passant, la

L'orientation vers l'agriculture intensive

Une première réponse à cette situation est l'agriculture intensive, le développement de l'agriculture commerciale qui accompagne et permet la montée des densités rurales : la vigne, le tabac, le chanvre, les oléagineux (colza, pavot, navette), la garance permettent à des familles de survivre sur des exploitations de plus en plus petites. Le produit de ces cultures représente une valeur double ou triple de celui des céréales et permet de se procurer, par le détour du marché, les denrées nécessaires ou de payer les impôts. Le prix à payer est un allongement de la durée du travail, car ces cultures demandent des soins plus fréquents et plus continus que les céréales.

Mais cette première solution rencontre à son tour ses limites. D'où le paradoxe : l'Alsace est une province riche, avec un revenu à l'hectare double de la moyenne française, mais sa population est pauvre, avec un revenu moyen par agriculteur inférieur à la moyenne française, nettement plus bas que dans le Bassin Parisien. L'intensification

misère ouvrière et urbaine, décrite par Villermé ou par les écrivains du XIX^{ème} siècle, doit toujours être rapportée à cette misère rurale : l'une n'est pas compréhensible sans l'autre...

Développement de la petite industrie

L'intensification de l'agriculture ne suffisant pas à empêcher la paupérisation, une deuxième solution s'offre aux Alsaciens : la petite industrie, dispersée en ateliers extrêmement nombreux et présents jusque dans les moindres villages, en de multiples unités de production. C'est une industrie discrète, y compris aux yeux des contemporains, qui soulignent souvent le caractère agricole de l'économie bas-rhinoise, parfois peut-être aussi discrète que certaines pratiques contemporaines de travail clandestin, mais qui finit par peser lourd lorsqu'on fait le total. Au recensement de 1866, la petite industrie fait vivre, dans le Bas-Rhin, autant de monde (120.000 personnes, familles comprises) que l'ensemble des industries textiles, métallurgiques, chimiques et papetières du Haut-Rhin, c'est-à-dire la grande industrie haut-rhinoise.

Elle se caractérise par une gamme très étendue de fabrications, fondées d'abord sur la transformation de matières premières locales : produits agricoles (chanvre, oléagineux, garance, houblon), ressources minérales (tuileries, poteries) et celles de la forêt. Les tourneurs sur bois sont par exemple 240 en 1820 à payer la patente dont un 1/4 dans l'Outre-Forêt, les sabotiers, dont le nombre progresse sensiblement au cours du siècle, 221 en 1866, les tonneliers, 734, les menuisiers, 600...

Mais elle peut aussi répondre aux besoins du marché : ainsi se développe, à partir de Wasselonne et de Barr, la fabrication à domicile des chaussons de laine ; à partir de Sainte-Marie-aux-Mines, le tissage dispersé ; à partir de Sarre-Union et de Strasbourg, le tressage des chapeaux de paille, les fameux panamas, puis les filets pour cheveux. Ces fabrications

emploient à chaque fois des milliers, voire des dizaines de milliers d'ouvriers, le plus souvent des femmes et des enfants.

Quelles que soient les fabrications, cette petite industrie mêle intimement travail industriel et agricole et reste mal dégagée des pesanteurs agricoles : partage du temps et des bras et pluriactivité sont le lot commun des paysans-ouvriers ou des ouvriers-paysans que l'on distingue à vrai dire assez mal ; toutes les transitions, toutes les combinaisons existent, de l'agriculture au travail manufacturier, étant entendu que l'ouvrier ayant abandonné toute activité agricole est aussi rare que le paysan qui n'exerce pas, lui ou les membres de sa famille, une activité de complément.

En effet, cette petite industrie permet surtout la mise au travail d'une main-d'œuvre jusque là sous-employée, c'est-à-dire les femmes et les enfants. D'une part, la loi de 1841, limitant le travail des enfants, n'est pas appliquée dans les petits ateliers domestiques, qui échappent à tout contrôle. D'autre part, l'habileté et la précision dans l'exécution sont les qualités les plus recherchées pour des travaux qui sont généralement simples et faciles à apprendre. Ce qui explique l'emploi massif des enfants à partir de six ans : on ne citera que ces enfants de Zehnacker, près de Wasselonne, employés à tailler des petits cubes de calcaire, destinés ensuite à la fabrication de billes, sous les roues rainurées d'un moulin voisin (8.000 pièces par semaine pour quatre francs,



Affiche publicitaire

politique du zéro défaut, d'où de nombreux déchets dans les remblais de la commune...).

Pour les femmes, le développement de ce type d'activité offre l'avantage d'augmenter les ressources familiales tout en permettant de rester à la maison, mais au prix d'une lourde aggravation de la charge de travail : les horaires n'ont d'autre limite que la nécessité de pourvoir à la subsistance, si bien que l'on travaille jusque tard dans la nuit. De plus, ces activités nouvelles ne remplacent pas les autres obligations féminines, mais s'y ajoutent, comme à Bischwiller où, d'après le négociant Ehrmann, « les bras se doublent car les femmes et les filles qui sortent de leur atelier à sept heures se mettent à tricoter de la bonneterie le plus souvent jusqu'à minuit ». Et ceci pour des salaires très bas, puisque vers 1850, les salaires, payés à la pièce sont inférieurs de moitié aux salaires masculins, eux-mêmes parmi les plus bas de France !

On est donc bien en présence d'une polyindustrie intensive, qui est à la fois le sous-produit et le complément de la polyculture



Impression de cotonnade dite « indienne »
(Mulhouse)

intensive. Elle exige un travail intensif, les mêmes qualités de méticulosité et d'adaptabilité au marché. Elle s'intercale dans le calendrier des travaux agricoles, comblant les temps morts et occupant les bras disponibles. Elle complète les revenus des agriculteurs, voire des ouvriers ou des artisans, qui cumulent plusieurs activités ; elle requiert des investissements qui sont, pour

les installations les plus importantes (moulins), du même ordre de grandeur que ce qui est nécessaire pour une petite exploitation agricole. Au morcellement extrême des exploitations correspond le morcellement de la transformation manufacturière, à la polyculture intensive, une polyindustrie intensive, à la petite agriculture, une petite industrie.

Comme la polyculture intensive, cette petite industrie permet de repousser les limites du surpeuplement. Il y a une corrélation entre son développement et la densité de population par km² de surface agricole utile et cette corrélation est encore plus nette quand on introduit certaines variables, comme la proportion des protestants. Le



recours à la petite entreprise indépendante de type artisanal est particulièrement développé dans les bourgs protestants (Barr, Wasselonne, Pfaffenhoffen) ou dans les cantons à dominante protestante. La variable confessionnelle est incontournable pour étudier les phénomènes d'industrialisation en Alsace.

La petite industrie n'a pas été une solution miracle : du côté du passif, surtravail, faiblesse des salaires, précarité du travail totalement soumis à la demande. Elle n'est pas à l'abri des formes les plus dures d'exploitation. Mais, à long terme, le bilan est plutôt positif : une industrialisation « en douceur », dont l'Alsace d'aujourd'hui conserve les marques



Jean-Paul Oertlin, conservateur du Musée paysan (Offwiller) - filage de lin au rouet



Musée paysan à Offwiller

(importance des PME, diversité de la gamme de production, sensibilité au marché), une prolétarisation ralentie (transition lente vers le travail industriel) et, en même temps, un apprentissage progressif du travail industriel, un maintien sur place de la population. Voilà quelques-uns des atouts de cette forme d'industrialisation qui étaient déjà bien perçus par les élites de l'époque, notamment par les pasteurs et les curés qui préféraient conserver leurs ouailles au village plutôt que les voir s'enfuir vers la grande ville !



Maison à oriel à Bouxwiller



Les protestants en Alsace au XI^X^{ème} siècle

Les courants religieux

par Bernard Vogler (*)

En 1815, les protestants alsaciens représentent environ 250 000 personnes, soit un bon quart de la population. Depuis 1802, ils sont officiellement reconnus par les Articles Organiques, qui ont été remaniés par les Décrets-Lois de 1852.

Les institutions

Désormais, ils ont une structure à quatre étages : les paroisses, 40 consistoires, 6 inspections (plus celle de Montbéliard), un consistoire supérieur composé de trois délégués de chaque inspection et d'un Directoire de cinq membres dont trois sont nommés par le gouvernement avec un président laïc.

Cette structure favorise une cohésion et une solidarité régionale qui remplace l'émiettement entre une vingtaine d'Églises territoriales pratiquement indépendantes avant 1789. Désormais, les luthériens peuvent créer des œuvres communes d'instruction, de propagande, de mission et de charité. Mais le président est loin de jouer un rôle comparable à celui des évêques. Dans la pratique, son pouvoir réel se limite à la nomination des pasteurs, importante dans le cas d'antagonismes entre tendances théologiques différentes et au contrôle, souvent tatillon, des budgets des consistoires et des paroisses.

Les réformés forment une organisation à part, ils sont répartis entre quatre consistoires autonomes : Strasbourg, Bischwiller, Sainte-Marie-aux-Mines et Mulhouse.

Composition sociologique et pouvoir protestant

Comme au siècle précédent, les protestants sont perçus comme les détenteurs du pouvoir économique et culturel. Dans le Bas-Rhin, selon un anonyme des années 1850, « les luthériens sont généralement plus aisés et plus instruits que les autres habitants ». Dans le Haut-Rhin, le préfet affirme en 1853 que, si la communauté protestante ne forme que 10% de la population, « elle a pour elle la richesse et l'influence qui en est la suite ». À côté des milieux populaires (agriculteurs, artisans), d'une petite bourgeoisie dans les villes, existe une haute bourgeoisie qui dispose du pouvoir municipal, économique et culturel, composée d'industriels, de membres de la magistrature, de l'administration (Hepp) et d'universitaires (Ehrmann, Schweighaeuser, Schutzenberger, Kirschleger). Dans les consistoires, les laïcs représentent surtout le pouvoir politique (maires) et économique (grands propriétaires, négociants, riches agriculteurs).

Le patronat protestant (81% des patrons sous le Second Empire), composé de dynasties sur plusieurs générations, dirige l'essentiel de l'essor industriel alsacien entre 1815 et 1870. Il s'agit des grands familles mulhousiennes, les Dollfus, Koehlin, Mieg, Schlumberger et Zuber, dans le reste du Haut-Rhin des Bourcart, des Gros, des Hartmann et des Roman. Ces hommes, marqués par les valeurs de l'Église réformée, souvent alliés à la franc-

(*) Professeur d'histoire de l'Alsace à l'Université Marc Bloch de Strasbourg et auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire économique, politique et religieuse de l'Alsace.

maçonnerie, sont en général laborieux et austères et pour eux le travail est considéré comme une finalité essentielle de toute existence. Leur formation en Suisse les sensibilise aux questions sociales qui les préoccupent à partir de 1826. Ils multiplient les œuvres destinées à combattre l'immoralité et l'imprévoyance, par la création de caisses de secours mutuel en cas de maladie, de caisses de retraite, d'une maison de vieillesse et la première construction en Europe d'une cité ouvrière à Mulhouse.

Un patronat protestant apparaît aussi dans le Bas-Rhin avec les Dietrich, Amos, Goldenberg, Herrenschmidt et des dynasties de brasseurs. Ils sont pour la plupart des pratiquants, certains siègent dans des consistoires ou au consistoire supérieur. Beaucoup sont imprégnés par le piétisme et soutiennent les œuvres pastorales.

La plus grande mobilité sociale et surtout l'essor urbain entraînent l'implantation de groupes protestants dans des villes catholiques homogènes jusque là, comme à Cernay et à Guebwiller. Mais la création de paroisses dans des villes moyennes bastions du catholicisme (Sélestat, Saverne et Haguenau) se heurte à de vives résistances, en particulier à Haguenau. A plusieurs reprises, tant sous la Monarchie de Juillet que sous le Second Empire, ces résistances ne sont vaincues que par une décision ministérielle obtenue à Paris.

Dans les campagnes, où existent de nombreux villages mixtes, les protestants sont assez souvent des laboureurs aux grosses fermes disposant de la richesse et du pouvoir municipal face aux petites maisonnettes de journaliers catholiques, qualifiés parfois du terme méprisant de Lumpenvolk (canaille). Leur réussite s'explique par l'achat de terres lors de la Révolution, l'adoption plus rapide des techniques nouvelles et le maintien de grandes dynasties rurales. Mais le surpeuplement après 1820 entraîne une émigration importante, en particulier dans l'Alsace Bossue : l'inspection de La Petite Pierre perd 10% de sa population entre 1853 et 1865.

Les quelques paroisses étudiées font apparaître une politique sociale active et généreuse en faveur des pauvres de la paroisse et des missions, une solidarité diaconale en faveur des autres

paroisses d'Alsace, des coreligionnaires du reste de la France et de ceux en train de s'installer en Algérie, où beaucoup d'Alsaciens émigrent.

L'encadrement pastoral, insuffisant avant 1830, devient satisfaisant à partir de 1830, grâce à un meilleur équilibre entre les milieux bourgeois et la campagne, dont sort désormais une proportion appréciable de théologiens, ce qui confirme la vitalité du protestantisme rural qui a maintenant un meilleur accès à la culture classique des collèges. Désormais, les jeunes théologiens doivent attendre plusieurs années comme vicaire ou précepteur avant d'obtenir un poste indépendant.

Le corps pastoral

D'après l'étude des 298 pasteurs entrant en fonction entre 1830 et 1870, Strasbourg demeure la pépinière privilégiée (35%), avec le pays de Hanau et l'Alsace bossue (18%). L'endogamie pastorale demeure très forte (32,9%) , elle existe aussi avec les fils d'artisans et de petits commerçants (33,9%). Les autres catégories sont nettement distancées : 9 (1%) de professions libérales et d'industriels, 6 (7%) de cultivateurs, 5 (7%) d'instituteurs, 5% de fonctionnaires et d'employés et 1% d'ouvriers.

Leur formation est assurée à la Faculté de théologie qui atteint, après 1830, une remarquable vitalité grâce à quelques professeurs d'envergure (Bruch, Reuss, Baum et Schmidt) et à la Revue de Strasbourg publiée de 1850 à 1869. Celle-ci regroupe les théologiens libéraux de deux pôles, l'histoire de la Réforme et l'exégèse avec Édouard Reuss, un des biblistes les plus célèbres de sa génération. Certains théologiens publient divers ouvrages de philosophie, à l'instar de Matter, de Bruch, qualifié de « dernier père de l'Église du protestantisme alsacien », et de Willm avec une Histoire de la philosophie allemande depuis Kant jusqu'à nos jours. La Faculté de théologie protestante participe à la fois à la culture allemande et à la culture française.

Dans les paroisses, les pasteurs bénéficient encore d'un pouvoir intellectuel et politique au niveau local et parfois d'une image de chef, notamment dans les communes rurales, mais leur rôle va en décroissant. Si l'intégration dans la communauté est

favorisée par la famille, le pasteur demeure un intellectuel respecté pour son savoir et qui se distingue par son habillement, toujours endimanché, par la dignité de sa personne et même par un idiome professionnel solennel et un peu vieillot, le pfarrerdeitsch (l'allemand du pasteur). La considération sociale attachée à sa fonction demeure intacte, malgré des revenus modestes.

Depuis 1834, la Conférence pastorale (rencontre annuelle des pasteurs) fait office de formation permanente et réunit une bonne centaine de participants. Elle contribue à unifier la liturgie et le catéchisme par la publication d'un nouveau catéchisme, d'une liturgie, d'un recueil de prières et d'un nouveau recueil de cantiques. La Conférence a joué un rôle non négligeable dans la vie du protestantisme et a fait œuvre de rénovation.

Un grand intérêt pour la culture

C'est aussi l'époque où l'alphabétisation devient quasi générale en milieu protestant qui conserve son avance sur les catholiques vers 1850. A partir des années 1840, de nombreux pasteurs refusent l'accès à la confirmation aux enfants qui n'ont pas fréquenté l'école de manière régulière. La scolarisation des filles demeure longtemps en retard à cause d'un désintérêt relatif des parents. En 1846, un certain nombre de notables créent une école normale d'institutrices à Strasbourg, financée par une souscription et une aide des deux départements alsaciens et de l'État.



Edouard Reuss (1804-1891), le plus grand théologien protestant du XIX^{ème} siècle

Dans l'enseignement secondaire, le Gymnase protestant de Strasbourg, qui devient un laboratoire d'innovations pédagogiques, continue à bénéficier d'un grand rayonnement dans l'Alsace protestante par la qualité de la formation. L'incendie des bâtiments en 1860 suscite un élan de générosité de la part de nombreuses paroisses rurales.

Sur le plan culturel, les protestants dominent largement, notamment par la production littéraire : les pasteurs représentent à eux seuls le quart des 130 auteurs répertoriés. On peut évoquer en particulier

Adolphe Stoeber (1810-1892), un poète qui a créé le célèbre Hans im Schnokeloch, devenu l'emblème du tempérament régional et composé des biographies de réformateurs.

De nombreux érudits sont attirés par l'histoire sous l'impulsion de la Faculté de théologie. Les principaux auteurs sont Timothée Roehrich, André Jung, Cunitz, Baum, l'archiviste Louis Spach, auteur de dizaines de notices historiques et biographiques, et Charles Schmidt, auteur d'une Histoire littéraire de l'Alsace à la fin du 15^{ème} siècle et au début du 16^{ème} siècle.

Comme les catholiques, les protestants vivent leur double culture par une intégration croissante dans l'ensemble français et le maintien des liens avec les États allemands, en publiant dans les deux langues. Les liens avec les protestants d'Allemagne demeurent actifs par les étudiants, des livres et des relations personnelles de poètes et de savants, tout en régressant après 1848. En 1851, le président de l'Église de la Confession d'Augsbourg, Théodore Braun, rappelle que « les sources des sciences théologiques des



Franz Haerter, héros du Réveil piétiste en Alsace au XIX^{ème} siècle

protestants se situent en Allemagne ». Par contre, les paroisses accordent des dons à des œuvres situées dans l'espace français, en ignorant l'Allemagne, hormis parfois la Mission de Hermannsburg.

Néanmoins, les soupçons de germanophilie sont fréquents dans l'administration, surtout sous le Second Empire, alors que les protestants effectivement favorables à l'Allemagne de manière déclarée ne représentent qu'un nombre insignifiant. Au début du Second Empire, plusieurs rapports officiels reprochent aux protestants leur absence de patriotisme et leur attirance pour tout ce qui est allemand. Déjà en 1841, le préfet Sers évoque quelques proches de Reuss qui rêvent « dans un avenir plus ou moins rapproché le retour de l'Alsace à un empire germanique ». Après 1866, le sous-préfet de Saverne suspecte aussi les protestants de l'Alsace Bossue de germanophilie. Le recteur Delcasso se plaint du « teutonisme opiniâtre » et de « la vieille conjuration teutonique abritée par le Consistoire (supérieur), qui retarde l'assimilation ». Enfin, au début de la guerre de 1870, les catholiques leur reprochent leurs sympathies prussiennes.

L'insertion nationale est progressive et intensifiée avec la mise en service de la ligne Paris-

Strasbourg (1852). Elle est sensible en particulier à la Faculté de théologie protestante, qui attire un nombre croissant d'étudiants venus du reste de la France. Nombre de paroisses ont également fait des dons à des œuvres situées à l'ouest des Vosges.

La pénétration progressive de la culture française place la question linguistique au centre des débats du mouvement culturel. L'immense majorité des ministres du culte demeure attachée au maintien de la langue allemande comme langue religieuse : elle est la langue « sacrée », celle de Luther, celle de la liturgie et des recueils de cantiques, celle des prières. Mais sous le Second Empire, préfets et recteurs ne cessent de promouvoir la place du français à l'école. Le règlement de 1860, pris à l'initiative du recteur Delcasso, impose le français dans toutes les écoles d'Alsace et réduit l'allemand à la portion congrue. Il se heurte à un certain nombre d'oppositions, en particulier de la Conférence pastorale de Strasbourg et de celle de Colmar, de plusieurs consistoires et pasteurs qui craignent un recul de l'efficacité de la catéchèse si l'enseignement religieux n'est plus assuré en allemand.

Malgré la progression du français, l'allemand en 1870 reste la langue du catéchisme et des Églises, au point qu'en dehors de Strasbourg, les casuels en français sont exceptionnels.

Un clivage entre trois courants théologiques

Si les réformés ont conservé une certaine unité doctrinale, les luthériens se divisent en trois courants : le libéralisme, le piétisme et l'orthodoxie. Le libéralisme reste dominant durant tout le siècle. Ses ténors ont profité de la réorganisation en 1802 pour prendre en main tous les leviers du pouvoir (Directoire, Faculté), qu'ils conservent à travers tout le siècle.

Ce courant se caractérise par le libre examen, le rejet des confessions de foi, une réconciliation entre science et foi, une certaine foi dans le progrès et le rêve de réaliser ici-bas le royaume de Dieu. La morale y prend le pas sur le dogmatisme. Ses principaux représentants vers 1850 sont Bruch et

Baum.

Les deux autres courants s'opposent nettement au libéralisme. Le piétisme est incarné par Franz Haerter (1798-1874), pasteur au Temple-Neuf, qui met l'accent sur la religion de cœur et qui stimule l'engagement diaconal et l'évangélisation.

Le troisième courant (l'orthodoxie) est animé par Horning (1803-1882), pasteur à Saint-Pierre-le-Jeune. Il engage la lutte pour un retour à la piété luthérienne et revalorise l'Église en tant que communauté de foi liée par une confession de foi. Il a fait de Saint-Pierre-Le-Jeune une paroisse dynamique, sur le plan liturgique, catéchétique et diaconal. Il organise des « fêtes des missions », devenues très populaires, à Bischheim et à Rothbach. Ce courant revalorise aussi la tradition hymnologique luthérienne et publie en 1863 un recueil de cantiques. Le succès de ce courant est à mettre en liaison avec l'émergence d'une contestation de fidèles qui ne trouvent plus dans le libéralisme la satisfaction de leurs besoins religieux.

A partir de 1850, l'affrontement est souvent vif entre les trois courants qui se groupent en partis, avec des chefs et des troupes. Chaque courant a ses publications, ses lieux de rencontre et forme des cercles spécifiques. Certaines nominations de pasteurs donnent lieu à des luttes acharnées. Celles-ci ne se limitent pas au corps pastoral, mais débordent sur les laïcs dans de nombreuses paroisses, sous la forme de tensions entre une fraction des fidèles et le pasteur : démission du conseil presbytéral, baptême ou communion dans une autre paroisse.

Une forte vitalité diaconale

La vie paroissiale est freinée par la prédication libérale qui privilégie la morale et ignore la profondeur doctrinale, ce qui n'est pas de nature à valoriser le culte, d'où une érosion progressive de la pratique. Selon une enquête de 1850, le pourcentage des présents au culte ne dépasse 50% dans aucun consistoire.

Mais l'empreinte religieuse demeure générale. Hormis quelques centres industriels, le dimanche est

toujours sanctifié et pour les grands moments de l'existence, on continue de faire appel au cadre religieux : baptêmes, confirmations, mariages et enterrements.

Sous le Second Empire, le Directoire encourage la création de bibliothèques paroissiales, présentes en 1870 dans la très grande majorité des paroisses. Elles comptent en général de 200 à 300 volumes et privilégient quelques thèmes liés à la vie quotidienne et à la morale : livres d'édification, recueils de sermons, histoires morales et religieuses, romans historiques et religieux, récits de missions avec un parfum d'exotisme.

L'industrialisation et l'urbanisation suscitent l'apparition de nombreux déracinés, un phénomène dont prennent conscience de nombreux protestants et qui suscite une forte vitalité diaconale. En 1834, Haerter et ses amis fondent la Société évangélique qui organise des réunions d'édification et anime une foule d'entreprises charitables, puis il crée la Maison des Diaconesses en 1842. Cette création permet à des jeunes filles de jouer un rôle actif auprès des



Frédéric Horning, promoteur de la restauration luthérienne

malades, des vieillards et des jeunes. Elle connaît une extension rapide. Le nombre des sœurs passe de 44 en 1850 à 117 en 1867. Elles sont à l'œuvre dans de nombreuses villes pour visiter les malades ou dans les hôpitaux.

Les libéraux créent de préférence des œuvres d'ordre social et philanthropique, comme la société des « pauvres honteux », qui aide des nécessiteux de confession protestante par un appoint financier pour le loyer et en hiver, l'acquisition de bois de chauffage et de pommes de terre, et qui gère l'orphelinat du Neuhof.

La diaconie suscite des asiles pour jeunes filles, un Institut pour aveugles à Illzach, ainsi que la création de plusieurs hôpitaux d'obédience protestante. A Rothau, deux industriels, Dieterlen et Steinheil constituent un véritable cercle pionnier du christianisme social que le gendre du second, Tommy Fallot, va diffuser dans toute la France.

La vitalité de la musique protestante

Le chant sacré occupe partout une grande place et chaque paroisse dispose d'un organiste. Le Temple-Neuf demeure un haut-lieu grâce à l'organiste Théodore Stern, fondateur de la Société de chant sacré qui donne de nombreux concerts avec un répertoire principalement romantique.

Les recueils de cantiques donnent lieu à de nombreuses querelles en raison de la faiblesse du contenu spirituel du recueil publié en 1808 dans une optique rationaliste, d'où la publication par la Conférence pastorale d'un recueil en 1850 et d'un autre par les orthodoxes en 1863, qui donne lieu à de vives discussions.

Des relations confessionnelles souvent conflictuelles

Les relations avec les catholiques sont loin d'être toujours tolérantes, d'autant que le brassage croissant des populations multiplie les occasions de conflit, en sorte que la tolérance est plus subie et

imposée que volontaire. Les occasions de conflit sont multiples, suscitées en particulier par le « simultaneum ».

Vers 1840, il existe près de 140 églises mixtes : nef aux protestants, chœur aux catholiques. Les conflits se multiplient entre 1842 et 1870, en raison de l'expansion démographique qui rend le chœur et la nef trop étroits. Les litiges sont provoqués par les horaires et trois objets culturels : une grille, un autel mobile et les bannières entreposées dans la nef. L'accumulation des litiges favorise désormais les efforts pour tenter de dédoubler les églises mixtes : il y a eu 20 disparitions de simultaneum en 18 ans, mais en 1870, les problèmes gardent la même acuité. C'est une question d'affirmation de droits et de prestige.

Il s'ajoute à cette question encore toute une panoplie de frictions. C'est d'abord la controverse dogmatique suscitée par les fêtes des uns et des autres : jubilés protestants de 1817 et 1830, proclamation du dogme de l'infaillibilité pontificale en 1870. Les polémiques sont récurrentes dans la presse religieuse. Les tensions sont nourries par trois foyers : couples mixtes, tentatives de prosélytisme et processions.

En réalité, les rapports confessionnels sont vécus en terme de pouvoir. Les catholiques du diocèse voient la présence protestante comme une atteinte à leur puissance. Chaque confession redoute l'emprise de l'autre. Dans les régions mixtes, les catholiques éprouvent une dépendance à l'égard des protestants sur le plan économique. La présence des deux communautés a fortement contribué à renforcer l'identité de chacune. L'image de l'autre enseignée par les ministres des cultes a une connotation négative. Des deux côtés, les populations font tout pour s'éviter, sinon des conflits parfois violents, conséquence d'une haine latente, se produisent, en particulier lors des élections municipales, qui bien souvent se traduisent par une opposition entre partis confessionnels. Aussi, le concept traditionnel « l'Alsace, terre de tolérance religieuse » ne correspond guère à une réalité vécue, hormis chez une petite minorité, dont certains industriels qui emploient une main-d'œuvre des deux confessions.

La rupture de 1871

L'annexion de l'Alsace au Reich en 1871 pose un problème de conscience à la grande majorité des Alsaciens. Pour les protestants, « l'Ordre moral » que connaît la France entre 1872 et 1876 tend plutôt à freiner les départs de ceux demeurés fidèles à la France, ce qui explique que le pourcentage d'optants protestants demeure assez faible, avec environ 15% des départs. La plupart des notables restent en place. Les uns préfèrent renoncer à toute fonction officielle, comme l'ancien président d'Église Théodore Braun et l'industriel Albert de Dietrich. D'autres demeurent à leur poste ou se rallient plus ou moins discrètement. Louis Spach reçoit dès 1870 et 1871 une distinction de plusieurs États allemands, Bruch devient le premier recteur de l'université impériale, le pasteur Charles Hackenschmidt publie dès 1871 un recueil de poésies patriotiques.

Les départs en France affectent surtout les élites : professions libérales, intellectuels, artistes, universitaires, fonctionnaires et une partie des industriels. Il s'agit d'une perte de substance considérable, d'autant que parmi les nombreux protestants allemands installés après 1871, la grande majorité demeure à l'écart de la vie religieuse.

Le rattachement à l'Allemagne a donné une importance considérable au facteur national, qui devient une cause de clivage qui se superpose aux tendances théologiques. Les libéraux apparaissent souvent comme les francophiles les plus passionnés, en partie par sympathie pour le nouveau régime républicain. Charles Gerold, qui maintient la paroisse française de Saint-Nicolas, devient une des personnalités marquantes du

protestantisme strasbourgeois et le porte-drapeau de la cause française. Les réformés demeurent aussi en général fidèles à la France, en partie à l'instigation des industriels mulhousiens regroupés dans la Société Industrielle, qui adopte la devise « Nous maintiendrons ».

Mais une partie des paroisses rurales se rallie assez rapidement. Dès 1871, certaines communautés, qui ont connu avant 1870 de vives tensions avec les catholiques, considèrent la victoire prussienne comme une revanche. En 1876, l'empereur Guillaume 1^{er} est accueilli dans les communes du nord de l'Alsace avec beaucoup de chaleur. Deux des trois partis théologiques, les piétistes et les orthodoxes, sont assez vite favorables à l'Allemagne dans leur grande majorité.

Les autorités allemandes favorisent les protestants dans la fonction publique, dans l'enseignement secondaire et à l'université, et par une augmentation des traitements pastoraux de 15% en 1872.

Ainsi l'intégration au Reich progresse indéniablement dans le corps social protestant, en particulier dans les milieux sociaux modestes qui bénéficient des avantages de l'ascension sociale et ne souffrent plus de l'ancienne prédominance catholique longtemps imposée par la France.

Bibliographie

R. EPP, M. LIENHARD, F. RAPHAEL, Catholiques, protestants et juifs en Alsace, s. I., 1992.

CL. MULLER et B. VOGLER, Catholiques et protestants en Alsace. Le simultaneum de 1802 à 1982, Strasbourg, 1983.

N. STOSKOPF, Les Patrons du Second Empire, Alsace, Paris, 1994.

B. VOGLER, Histoire des chrétiens d'Alsace, Paris, 1994.



L'église des mineurs à Saint-Pierre-sur-L'Hâte (près de Sainte-Marie-aux-Mines) consacrée aux trois cultes : luthérien, catholique et réformé



Kaysersberg, patrie d'Albert Schweitzer



Conclusions du colloque

par Marc Lienhard (*)

On m'a demandé de présenter quelques conclusions après cette journée, dont vous pensez certainement avec moi qu'elle fut riche en informations et en perspectives.

Je voudrais commencer par remercier tous les participants pour la richesse de leurs contributions, pour les réponses précises qu'ils ont apportées aux questions que vous avez bien voulu leur poser et je pense que nous avons bien pratiqué ce que l'on peut appeler une histoire globale. Nous n'avons pas seulement parlé de religion, d'église, d'institutions, mais aussi d'histoire sociale, d'histoire politique, d'histoire culturelle et c'est bien ainsi qu'il faut procéder. Nous ne vivons pas sur la lune en tant qu'êtres religieux, nous sommes des êtres de chair et de sang. Nous sommes dépendants d'un contexte. Ce contexte a été bien décrit dans son double aspect : d'une part, les racines des Alsaciens qui se sont installés au Faubourg Saint-Antoine en venant de l'environnement économique de l'Alsace du XIX^{ème} siècle et d'autre part, toutes les questions culturelles qui se sont posées. On aurait pu procéder autrement : commencer avec le point de départ, c'est-à-dire l'Alsace du XIX^{ème} siècle et terminer par le point d'arrivée, c'est-à-dire le Faubourg Saint-Antoine et la création de l'église de Bon-Secours. Mais vous aurez rétabli de vous-mêmes l'ordre des choses.

Dans mes remerciements, je voudrais ne pas

oublier le principal artisan de ce colloque, le Docteur Scali qui, avec une passion vraiment digne d'éloge, a cherché la trace de ces Alsaciens jusque dans le moindre village, en visitant l'Alsace à plusieurs reprises. Et on peut lui appliquer le fameux mot de Saint-Exupéry, à savoir que l'on ne voit bien qu'avec le cœur. En effet, Monsieur Scali y a mis du cœur et pas seulement de la compétence. Il n'a pas fréquenté pendant des années la Faculté d'Histoire, ses études se sont faites dans une autre faculté, mais j'ai été impressionné par sa méthode et les résultats auxquels il est parvenu. Merci, cher Monsieur, pour votre travail !



Albert Schweitzer
(1875-1965)

Nous avons donc étudié un groupe social. Comme on pouvait s'y attendre, il est apparu que, dans leur grande majorité, les Alsaciens qui venaient ici étaient des déracinés ; c'étaient des pauvres, qui ne sont pas venus par envie de voir Paris, mais qui furent chassés d'Alsace simplement parce qu'ils n'arrivaient plus à se nourrir. La paupérisation a été évoquée de plusieurs manières, et elle est liée à la croissance démographique. J'ai été, pour ma part,

frappé par cette tension, dans laquelle ils sont entrés en venant ici, entre la socialisation et la sécularisation. L'Église a essayé de les socialiser, de les encadrer, de les aider, même si elle n'a atteint qu'un petit noyau. Elle a pu faire une œuvre utile d'encadrement, d'accueil, d'accompagnement ; mais en même temps, elle n'a pas pu empêcher ce phénomène, connu aussi en Alsace : l'urbanisation. Ces gens, bien encadrés, bien entourés dans leur

(*) Professeur à l'Université des Sciences humaines de Strasbourg, Doyen Honoraire de la Faculté de théologie, Président du Directoire de l'Église de la Confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine, auteur de nombreux ouvrages sur Martin Luther et sur l'histoire de l'Alsace protestante.



L'église de Bon-Secours

village, arrivés à Paris, ont perdu très souvent le contact avec l'Église. Nous connaissons bien ce phénomène valable jusqu'à nos jours. Nous avons, en Alsace, le cas de ces paroissiens fidèles, venus à Strasbourg après 1945, où de nombreuses églises ont été construites pour eux, et qui se sont perdus, en quelque sorte, « dans la nature ».

L'Église s'est toujours préoccupée de ces hommes en mouvement. J'en veux pour preuve un certain nombre d'écrits et de livres d'édification que j'ai étudiés, datant du XVIII^{ème} siècle et aussi du XIX^{ème} siècle, qui prévoient toujours une rubrique pour les compagnons de voyage, pour les gens qui quittent leur pays.

J'ai aussi été frappé, et cela aurait sans doute mérité un développement plus approfondi, par le rôle de quelques grands pasteurs qui ont accompli une œuvre tout à fait admirable. Frédéric Dumas a été le plus remarquable d'entre eux, mais il faudrait aussi évoquer toutes les autres grandes figures ; cela montre bien que, dans l'Église, ce sont des femmes et des hommes, et non pas des institutions, qui suivent et annoncent l'Évangile fidèlement, qui se préoccupent de leurs prochains.

Nous avons ici, dans cette paroisse, l'illustration admirable de cette affirmation.

Les départs d'Alsace ont été évoqués. Il faudrait signaler à ce propos, que des femmes et des hommes, victimes de l'évolution sociale du XIX^{ème} siècle, ne sont pas allés seulement à Paris, mais bien plus loin, en particulier aux États-Unis. J'ai été pasteur d'un petit village d'Alsace qui s'appelle Uhrwiller, près de Pfaffenhoffen. Certains hommes de ce village (avant tout agricole) s'étaient spécialisés dans la conduite des émigrants jusqu'au Havre avec leur voiture. Ils étaient connus pour être toujours munis de couteaux, parce que c'était utile en voyage et parce que la route n'était pas toujours sûre ! Ils mettaient une semaine pour aller au Havre, y conduisant tous ceux qui voulaient ou devaient quitter l'Alsace et une autre pour revenir au pays.

Alors toute cette aventure, en particulier celle de l'arrivée des Alsaciens ici au Faubourg, évoquée par le Docteur Scali, pose naturellement la question qui a toujours préoccupé les historiens : celle des sources. La source principale étudiée par Monsieur Scali et d'autres, ce sont les registres :

les registres paroissiaux (de l'époque), qui sont quelquefois moins secs qu'ils ne le sont aujourd'hui, puisque certains pasteurs mettaient des remarques parallèles, fort intéressantes d'ailleurs, dès le XVI^{ème} siècle, ce qui nous renseigne sur l'état d'esprit aussi des pasteurs et ce qui, en tout cas, constitue des embryons de chronique.

La question qui se pose est de savoir si nous aurions d'autres sources pour suivre ces hommes et ces femmes ; je reconnais que c'est extrêmement difficile, parce que les Alsaciens n'ont pas laissé, à ma connaissance, de correspondance. On pourrait éventuellement en trouver chez certaines familles d'origine. Peut-être que quelques-unes d'entre elles sont devenues riches et que des actes notariés pourraient nous renseigner ?

La question reste posée : à quelles autres sources peut-on recourir ? La source de la mémoire orale s'estompe pour le XIX^{ème} siècle, mais pour le XX^{ème} siècle, c'est aujourd'hui une source très importante : celle de questionner, tant qu'on peut le faire, les vivants, témoins réels de leur époque. Je l'ai fait faire, par exemple, par un étudiant pour la dernière guerre, et l'on obtient des résultats tout à fait intéressants. Mais la question demeure : quelles

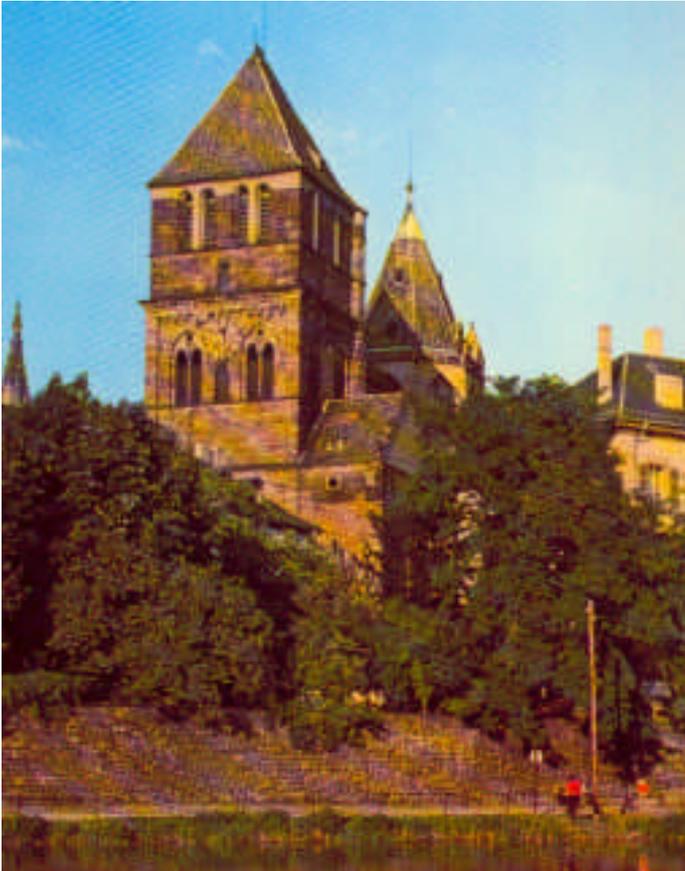
autres sources pourra-t-on encore éventuellement trouver ?

Évoquons encore le déracinement culturel. Bernard Vogler y a fait allusion. Il est certain que la langue culturelle du XIX^{ème} siècle demeure l'allemand pour une grande majorité d'Alsaciens. Ce qui signifie qu'il faut s'attendre, selon les circonstances, à des chocs culturels quand nos Alsaciens se retrouvent à Paris. C'est un phénomène bien connu en histoire. Pensons, par exemple, aux Allemands en Ukraine, ou aux huguenots quand ils ont quitté la France au moment de la Révocation de l'Édit de Nantes. Il existait encore des cultes célébrés en français, jusqu'au début du XX^{ème} siècle, dans les pays du refuge, dans les Églises fondées par ces huguenots. J'ai été frappé, et c'est Alain Joly qui l'a dit, qu'il y eut encore, de temps à autre, un culte en allemand, ici même, au début du XX^{ème} siècle.

On a souligné l'importance de la scolarisation des Alsaciens, et le recul de l'illettrisme. Les pasteurs alsaciens y ont pris leur part ; certains ont pu refuser de confirmer des enfants qui avaient quitté l'école avant l'âge légal. On se trouve donc en présence d'une discipline mise en œuvre par les pasteurs (aujourd'hui, cela serait sans doute de peu d'effet) :



En attendant le départ pour l'Amérique



A Strasbourg, l'église Saint-Thomas,
au bord de l'III

ceux-ci étaient convaincus qu'il y a tout un rapport entre culte et culture, entre religion et éducation. Plus précisément, pour les protestants alsaciens, la Bible de Luther, y compris sa langue, avait une importance toute particulière, qui n'existait évidemment pas pour le peuple catholique, non seulement parce que Luther était l'adversaire de Rome, mais aussi parce que la pratique religieuse catholique est moins liée à la langue parlée et est sans doute moins directement tributaire du livre qu'est la Bible ; c'était du moins le cas au XIX^{ème} siècle.

Un mot sur les orthodoxes, c'est-à-dire le renouveau luthérien, dont se réclamaient la plupart des pasteurs du Consistoire de Paris. Il est vrai que ce renouveau luthérien était l'une des trois manières de répondre au défi de la modernité. Il y avait le libéralisme, qui préconisait l'adaptation du langage d'Église à la culture du temps. Il y avait le renouveau piétiste, qui visait à convertir les cœurs face à la sécularisation - il faut regagner les individus et créer des œuvres - et on avait le renouveau luthérien : fidélité à la confession de foi, fidélité aux cantiques du XVI^{ème} siècle. Mais, en même temps, ce dernier

mouvement était très combatif. Il visait deux cibles privilégiées unies par leur libéralisme : c'était d'une part le Directoire, mais aussi la Faculté de Théologie de Strasbourg, haut lieu de l'« apostasie libérale » aux yeux des orthodoxes du renouveau luthérien, d'autre part. Après la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, dès qu'un professeur était nommé à la Faculté de Théologie de Strasbourg, Guillaume Horning, le fils de Frédéric Horning, prenait sa plus belle plume et un pamphlet virulent émergeait du presbytère de Saint-Pierre-Le-Jeune. C'est tout à fait impressionnant et cela prenait quelquefois des formes littéraires un peu étranges. Je me rappelle un poème sur Baum, un des professeurs, le qualifiant d'« arbre pourri ».

Une autre question, que l'on pourrait se poser, est la suivante : quel livre d'édification était en usage dans la piété, quand même personnelle, de ces Alsaciens qui se sont établis à Paris au XIX^{ème} siècle ? Bernard Vogler y a fait allusion. Demain, au cours du concert, je lirai un extrait d'un tel ouvrage d'édification sur ce sujet. Il s'intitule « Der Christ vor Gott » (le chrétien devant Dieu) et comporte une édition en français. Son auteur était pasteur à Pfaffenhoffen. Il s'appelait Fischer et, sous l'influence du romantisme, il a réussi à unir les trois courants : luthérien, piétiste et libéral. L'intérêt de ces ouvrages d'édification était de permettre à une piété protestante individuelle de vivre, même si le lien avec l'Église ou avec le culte se relâchait peu à peu.

Parlons encore du Directoire, pas seulement parce que c'est le cadre dans lequel j'œuvre actuellement, mais parce qu'effectivement Paris voyait d'un mauvais œil le pouvoir institutionnel, du moins théorique, de Strasbourg. Les institutions étaient ce qu'elles étaient. Le luthéranisme alsacien, avant la Révolution Française, se composait de quelque quarante églises locales, plus ou moins grandes, entre le Hanau-Lichtenberg, qui comportait cent villages, et telle autre région qui en comportait un ou deux. Tout cela a été unifié en 1802, et on va y rattacher les paroisses luthériennes de Paris et du Pays de Montbéliard.

Le Directoire, qui depuis cette époque a toujours été la cible préférée à la fois des pasteurs et des paroisses dès qu'il y avait un mécontentement, avait un double handicap. Face à des Églises qui

étaient autrefois indépendantes, le Directoire représentait en permanence une sorte de menace pour leur sentiment d'identité, une instance mythique dangereuse, un dragon planté au bord de l'Ill, sur le Quai Saint-Thomas à Strasbourg. Premier handicap donc, le centralisme face à des Églises autrefois indépendantes. Deuxième handicap, il a déjà été évoqué, c'est celui de la couleur théologique du libéralisme qui était celle du Directoire pendant tout le XIX^{ème} siècle ; Bernard Vogler l'a relevé. C'est aussi, d'ailleurs, l'époque où naît en Alsace une Église luthérienne « libre » dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, avec quelques implantations d'Églises qui existent toujours à Wœrth, à Schillersdorf, à Mulhouse, à La Petite Pierre et à Strasbourg. Ce mouvement représentait donc une protestation contre une théologie libérale qui « sévissait » à la fois à la Faculté de Théologie et au Directoire.

Le luthéranisme n'a-t-il pas constitué un handicap à Paris, après 1870 ? Je pense que si, et pas seulement le luthéranisme, mais le protestantisme, en général, surtout pendant la guerre de 1914-1918. Il a été considéré un peu comme un ennemi de l'intérieur. Ainsi, Claudel, par exemple, écrivit dans ses « Poèmes de guerre » de 1915 : « C'est Mahomet sur nous une fois de plus avec Luther ». Mais les protestants se faisaient surtout accuser de collusion avec

l'Allemagne.

Parlons aussi du présent. Nous avons fait de l'histoire, et peut-être y a-t-il des leçons à tirer de ce siècle que l'on a étudié. La question suivante pourrait se poser : quels étrangers et quels immigrés avons-nous à accueillir aujourd'hui ? Au XIX^{ème} siècle, c'étaient des Alsaciens ; on peut dire que c'étaient quand même des Français. Aujourd'hui, peut-être, il y aurait d'autres immigrés à accueillir. De quelle manière pourrions-nous, et pourriez-vous, le faire ? Et puis, j'ai une deuxième question, qui s'est posée déjà au XIX^{ème} siècle : quels peuvent finalement être les rapports entre une Église, qui est celle de l'Église de la Confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine (ECAAL), et l'Église Évangélique Luthérienne de France ? Un grand colloque se tient à Strasbourg, en octobre 2002, au sujet du statut de l'ECAAL qui demeure toujours - malgré des modifications légères en 1852 - sous le régime des Articles Organiques de 1802 avec ses avantages et aussi quelques inconvénients. Quelles doivent être les relations entre ce type d'Église, où les pasteurs sont payés par l'État, et une Église qui vit sous le régime de la séparation de l'Église et de l'État de 1905 ? Nous avons pleine conscience de la nécessité d'unir nos efforts et de manifester qu'au delà des vicissitudes institutionnelles, politiques et autres de l'histoire, nous sommes une seule Église, l'Église luthérienne de France.



Quai Saint-Thomas, le bâtiment du Directoire de l'Église luthérienne d'Alsace et du Stift (le séminaire)



L'office du soir a été célébré par les pasteurs Albert Greiner (à gauche), Alain Joly (à droite) et Félicité Débat



L'orgue de l'église de Saint-Pierre-le-Jeune

L'office du soir par Albert Greiner (*)

Nous donc aussi, puisque nous sommes environnés d'une si grande nuée de témoins, rejetons tout fardeau, et le péché qui nous enveloppe si facilement, et courons avec persévérance dans la carrière qui nous est ouverte, ayant les regards sur Jésus, qui suscite la foi et la mène à la perfection ; en échange de la joie qui lui a été réservée, il a souffert sur la croix, méprisé l'ignominie, et s'est assis à la droite du trône de Dieu. Considérez, en effet, celui qui a supporté contre sa personne une telle opposition de la part des pécheurs, afin que vous ne vous lassiez point, l'âme découragée.

Vous n'avez pas encore résisté jusqu'au sang, en luttant contre le péché.

Hébreux 12, 1 à 4.

Tout au long de cette journée nous avons beaucoup parlé du passé. Et c'était bon et légitime, car négliger l'histoire, ce n'est pas seulement commettre le double péché d'ignorance et d'ingratitude, c'est aussi se priver des leçons et des encouragements du passé, et c'est surtout faire fi d'un enracinement indispensable à la solidité et à l'épanouissement de notre vie.

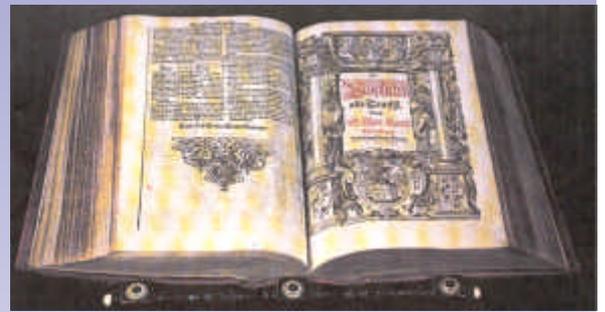
Oui, il était bon et nécessaire de parler du passé.

Mais il est tout aussi bon et indispensable de prêter attention maintenant au fait que l'apôtre nous demande de changer de perspective en nous invitant à « courir », car, si elle est toujours fondée sur le passé, la vie chrétienne est toujours orientée vers l'avenir. Ce n'est pas derrière, c'est devant lui que regarde le coureur chrétien sous peine de trébucher, de tomber et de rater son affaire.

En nous invitant à « garder les yeux fixés sur Jésus », l'apôtre nous indique à la fois le véritable enjeu et le vrai animateur de notre course. En effet, le Christ n'est-il pas derrière nous, source de notre foi et de notre vocation, nous poussant à progresser dans le service de Dieu et des hommes ? Et n'est-il pas aussi devant nous, nous appelant et nous attirant, en se présentant lui-même comme le but et la récompense des coureurs ? Et n'est-il pas enfin avec nous, nous animant par son Esprit, nous donnant sa force, nous nourrissant par sa Parole et par les sacrements ?

(*) Ancien élève de l'École Normale Supérieure, agrégé d'allemand et docteur en théologie honoris causa de l'Académie de théologie luthérienne de Budapest et de la Faculté de théologie protestante de Munich, le pasteur Albert Greiner est Inspecteur Ecclésiastique honoraire et auteur de nombreux ouvrages sur Martin Luther et le protestantisme.

C'est parce qu'ils ont eu « le regard fixé sur Jésus », que nos prédécesseurs ont surmonté les obstacles qu'ils ont rencontrés et pu fonder et développer cette paroisse. Et des obstacles, des difficultés, des « impedimenta », c'est-à-dire des bagages encombrants et gênants, il y en a toujours eu et il y en aura toujours, dont il faudra se débarrasser, comme eux ont su le faire.



Oui, la course est difficile ; elle est un vrai combat.

Mais le Seigneur est là et il nous aide, comme nous l'avons dit, par son Esprit. Il fait même plus : il nous donne des supporters, et pas seulement des supporters contemporains, mais aussi la « nuée », la foule des témoins d'autrefois, la communion des saints recueillis dans la gloire, dont l'évocation nous ramène à l'histoire, mais à une histoire qui dépasse Bon-Secours, à une histoire élargie aux dimensions des siècles et de l'univers.

Ces témoins, dont le colloque d'aujourd'hui nous a permis de nommer certains, Dieu ne les a pas mis à la retraite. Si j'en crois l'apôtre, ils participent avec passion à notre course. Leurs applaudissements nous encouragent ; quand ils retiennent leur souffle, ils nous avertissent que nous allons aborder un tournant périlleux ; quant à leurs sifflets ... ?

Puissions-nous n'en point mériter, sinon pour qu'ils nous poussent à consentir de nouveaux efforts.



Monument aux morts d'Obermodern

A nos morts ...

Depuis 1870, la France et l'Allemagne se sont affrontées dans trois guerres dont les deux dernières furent de gigantesques conflits mondiaux où des millions de soldats et de civils ont trouvé la mort. L'Alsace y eut sa part de souffrance.

Les victimes de ces guerres demeurent dans la mémoire collective. Le « Malgré nous » de 1914, tombé sous l'uniforme allemand, sera toujours pour sa mère le fils bien aimé qu'elle a perdu et dont le portrait avait encore sa place, il n'y a pas si longtemps, sur la cheminée de la maison familiale. Dans chaque village d'Alsace, on découvre, à côté de la mairie ou près de l'église, la stèle du souvenir sur laquelle on peut lire, gravé dans la pierre : « Aux victimes des guerres » ou plus simplement : « A nos morts ». Ces trois mots

sont riches de symbole, ils expriment bien que la douleur de ceux qui pleurent leurs disparus ne connaît pas de frontières.

Il était bien de le rappeler dans cet album du souvenir, où ont été disposés côte à côte, la stèle de Bon-Secours et le monument aux morts d'un petit village du Bas-Rhin : Obermodern.



Plaque commémorative de la paroisse de Bon-Secours, rendant hommage aux morts pour la France de la guerre de 1914-18



A Romanswiller, le verre de l'amitié

Remerciements



Le Centre Culturel Luthérien et la paroisse de Bon-Secours tiennent à remercier tout spécialement les personnalités qui ont contribué à l'organisation de ce colloque et à la réalisation de cet album :

- ◇ Le pasteur **Albert GREINER**, qui n'a cessé de prodiguer encouragements et conseils éclairés,
- ◇ Le professeur **Bernard VOGLER**, grâce auquel la session alsacienne a pu être mise sur pied,
- ◇ Monsieur **Michel HOCA**, Président de l'Association Générale d'Alsace et de Lorraine,
- ◇ Madame **Dominique HERVIER**, Conservateur Général du patrimoine à la Direction Régionale des Affaires Culturelles,
- ◇ Monsieur **Patrick BLOCHE**, Député de Paris et premier Maire adjoint du XI^{ème} arrondissement,
- ◇ Madame **Soisik MOREAU**, Maire adjoint du XI^{ème} arrondissement, chargée des Affaires Culturelles,
- ◇ Madame **Nadine REMY**, Maire adjoint du XII^{ème} arrondissement, chargée des Affaires Culturelles,
- ◇ Le pasteur **Bernard MASSIAS**, Directeur de la Maison de Retraite Protestante de la Muette, pour son accueil chaleureux lors du déjeuner d'honneur dans son établissement.

Nos remerciements s'adressent également aux membres de la paroisse de Bon Secours qui ont efficacement contribué à la préparation et au bon déroulement de cette journée :

Le Docteur **Pierre SCALI**, instigateur et organisateur de cette journée, Monsieur et Madame **Pierre MOREL**, Madame **Georgette BOUSSARD**, Madame **Jocelyne JAFFARD** et, bien entendu, Madame **Pascale HERTZOG**, notre Alsacienne du jour qui s'est dépensée sans compter pour le bon déroulement de ce colloque.

Au cœur du Faubourg Saint-Antoine

Les points représentent les domiciles des Alsaciens
qui se sont mariés à Bon-Secours

